

VILLE DE SAINT-LEU-LA-FORET

DATE DE
CONVOCAATION
22/01/2016

NOMBRE DE CONSEILLERS		
En Exercice	Présents	Votants
33	29	33

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : 16-01-20 - Projet de schéma départemental de coopération intercommunale du Val d'Oise : avis de la commune

L'an deux mille seize, à 20 heures 30 minutes, le jeudi vingt-huit janvier, le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Croix-Blanche en séance publique sous la présidence de Monsieur Sébastien MEURANT, Maire,

Etaient présents :

Monsieur MEURANT, Monsieur BARRIER, Madame BILLET, Monsieur CASTELLI, Madame PINON-BAPTENDIER, Monsieur ROCHOUX, Madame MARIOLI, Madame BLONDIAUX, Madame TEILLAND, Madame BAUDELET, Madame COMBAUDOU, Monsieur CHANUT, Monsieur DETAVERNIER, Monsieur FREDERIC, Madame TONYE, Madame MAMPUYA, Monsieur ROUSSAKOVSKY, Madame CARDI, Madame TIZON, Monsieur LUCAS, Madame MOREAU, Monsieur AIT OMAR, Monsieur DROUIN, Madame BAQUIN, Monsieur SCHUMANN, Monsieur OHANIAN, Madame ARMANDIN, Madame LEROYER, Monsieur MALACAIN
formant la majorité des membres en exercice

Absents :

Monsieur VANDAMME, Madame DESTEMBERG, Monsieur MARTIN, Monsieur DUBERTRAND

Pouvoirs :

Monsieur VANDAMME pouvoir à Madame TIZON, Madame DESTEMBERG pouvoir à Madame PINON-BAPTENDIER, Monsieur MARTIN pouvoir à Monsieur LUCAS, Monsieur DUBERTRAND pouvoir à Madame LEROYER

Secrétaire de Séance : Madame Agnès BAUDELET

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU VAL D'OISE
COMMUNE DE SAINT-LEU-LA-FORET

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du jeudi 28 janvier 2016

Délibération n° 16-01-20

**PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DU VAL
D'OISE : AVIS DE LA COMMUNE**

Le conseil municipal

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5210-1-1,
Vu le projet de schéma départemental de coopération intercommunale du Val d'Oise,
Vu le rapport présenté, ci-annexé,

Après en avoir délibéré

Décide à l'unanimité

Article unique : d'émettre un avis favorable sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale du Val d'Oise.

Le maire certifie que la présente délibération
a été déposée en sous-préfecture de Pontoise
au titre du contrôle de la légalité
le
qu'elle a été notifiée aux intéressés
le
et publiée le **2 Février 2016**

Le Maire
Conseiller départemental du Val d'Oise



Sébastien MEURANT

Le Maire
Conseiller départemental du Val d'Oise



Sébastien MEURANT

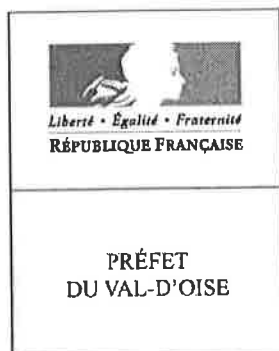


Schéma départemental de coopération intercommunale du Val-d'Oise

**Présenté à la Commission départementale
de coopération intercommunale du 16 octobre 2015
par Yannick BLANC, Préfet du Val-d'Oise
en application de la loi du 7 août 2015**

Sommaire

-

- **A – L’intercommunalité à fiscalité propre dans le Val-d’Oise**

- **I – L’état des lieux**
- **II - Le devenir de l’intercommunalité**
- **III – Le projet de schéma départemental de coopération intercommunale**
 - o **Un département aux multiples facettes**
 - o **Description du projet concernant les EPCI à fiscalité propre**

- **B - Les syndicats et syndicats mixtes du Val-d’Oise**

- **I – L’état des lieux**
- **II – Les objectifs et moyens de la loi**
- **III – Description du projet concernant les syndicats**

A. L'INTERCOMMUNALITE A FISCALITE PROPRE DANS LE VAL-D'OISE

I - L'ETAT DES LIEUX

Un développement récent de la coopération intercommunale

Si l'intercommunalité dans le Val-d'Oise préexistait à la création du département en 1964, sous la forme de syndicats intercommunaux, l'intercommunalité à fiscalité propre a fait son apparition avec la création de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise et la création du Syndicat communautaire d'aménagement (SCA) de Cergy-Pontoise, en 1972. Le SCA est devenu en 1984 le Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN), puis une communauté d'agglomération en 2003.

Hormis cette création, l'intercommunalité à fiscalité propre dans le Val-d'Oise a démarré dans le sillage de la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République avec la création de deux communautés de communes :

- la communauté de communes du Pays de France (le 20 décembre 1993) ;
- la communauté de communes Roissy-Porte de France (le 24 mai 1994).

Le mouvement de création des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre s'est accéléré avec la publication de la loi du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, dite Loi Chevènement.

Si l'on excepte la création de deux communautés de communes Val de France et Val et Forêt en 1996 et qui sont devenues depuis des communautés d'agglomération, c'est à partir de 2001 que l'intercommunalité à fiscalité propre s'est véritablement développée avec la création de 13 EPCI à fiscalité propre entre 2001 et 2005.

Une couverture géographique parachevée par la mise en œuvre du schéma départemental de coopération intercommunale de novembre 2011

Le département comptait au 1^{er} janvier 2011, 29 communes non couvertes par un EPCI à fiscalité propre (19 communes dans le Vexin, 5 communes (Enghien, Goussainville, Gonesse, Bonneuil-en-France, Attainville) dans l'Est du Val-d'Oise, et 5 communes (Nerville-la-Forêt, Bessancourt, Taverny, Franconville, Sannois) dans le « centre » du département.

Le Val-d'Oise a été, en 2011 après plus d'un an de concertation entre l'Etat et les élus concernés, le premier département de France à avoir adopté un schéma départemental de coopération intercommunale et fin 2013 le premier département de France à avoir intégralement mis en œuvre les orientations ainsi adoptées.

Le schéma départemental de coopération intercommunale de novembre 2011 avait ainsi prévu 11 procédures réorganisant les EPCI à fiscalité propre (1 fusion et 10 extensions de périmètre) et 14 procédures rationalisant le nombre de syndicats intercommunaux (4 fusions et 10 dissolutions).

A ce jour, on dénombre 16 EPCI à fiscalité propre dans le Val-d'Oise avec 7 Communautés d'Agglomération et 9 Communautés de Communes :

- Toutes les communes du département soit 185, appartiennent à un EPCI à fiscalité propre ;
- Toute la population, soit 1 203 920 habitants, vit au sein d'un EPCI à fiscalité propre.

Une carte de l'intercommunalité existante au 1^{er} janvier 2015 est annexée au présent document.

II - UN DEVENIR DE L'INTERCOMMUNALITE EN DEUX TEMPS

II.1 Impacts de la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014

1. Rattachement de la commune d'Argenteuil à la Métropole du Grand Paris :

L'article 12 de la loi MAPTAM crée au 1^{er} janvier 2016, un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à statut particulier dénommé « la métropole du Grand Paris ».

Par délibération du 18 juillet 2014, la commune d'Argenteuil a adhéré à la métropole du Grand Paris au 1^{er} janvier 2016, conformément au 4^o de l'article L5219-1 du code général de collectivités territoriales.

2. Le schéma régional Ile-de-France, approuvé par le Préfet de Région le 4 mars 2015

Conformément à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014, le Préfet de Région Île-de-France a approuvé le 4 mars 2015 le schéma régional de coopération intercommunale qui, en ce qui concerne le Val-d'Oise, prévoit au 1^{er} janvier 2016 :

- 1. L'extension de la CC de la Vallée du Sausseron aux communes d'Auvers-sur-Oise, de Butry-sur-Oise et de Valmondois ;
- 2. L'extension de la CC de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts aux communes de Méry-sur-Oise et de Mériel ;
- 3 La fusion des CA Le Parisis et Val et Forêt et extension concomitante du périmètre à la commune de Frépillon ;
- 4. La fusion de la CA de la Vallée de Montmorency et de la CC Ouest Plaine de France et extension concomitante aux communes de Saint-Prix et de Montlignon ;
- 5. La fusion des CA Val de France et Roissy-Porte de France et extension concomitante de périmètre à 17 communes de Seine et Marne, membres de la CC plaines et Monts de France ;
- 6. La fusion des CA de Saint-Germain Seine et Forêts, Boucle de la Seine, de la CC Maisons-Mesnil et extension concomitante à la commune de Bezons ;

De fait, la CA Argenteuil-Bezons et la CC Vallée de l'Oise et des impressionnistes, dont les communes sont adhérentes à d'autres EPCI à fiscalité propre, disparaissent.

3. Etat de l'intercommunalité à fiscalité propre dans le Val-d'Oise au premier janvier 2016

4 communautés d'agglomération (CA) :

- La CA de Cergy-Pontoise (203 013 habitants) ;
- La CA Val Parisis issue de la fusion des CA Le Parisis et Val et Forêt étendue à la commune de Frépillon (265 509 habitants) ;
- La CA Plaine Vallée issue de la fusion de la CA de la Vallée de Montmorency et de la CC Ouest Plaine de France, étendue aux communes de Saint-Prix et de Montlignon (181 676 habitants) ;
- La CA Roissy Pays de France issue de la fusion des CA Val de France et Roissy-Porte de France étendue aux (17) communes de Claye-Souilly, Compans, Dammartin-en-Goële, Gressy, Juilly, Le Mesnil-Amelot, Longperrier, Mauregard, Mitry-Mory, Moussy-le-Neuf, Moussy-le-Vieux, Othis, Rouvres, Saint-Mard, Thieux, Villeneuve-sous-Dammartin et Villeparisis en Seine et Marne (345 988 habitants).

7 communautés de communes (CC) :

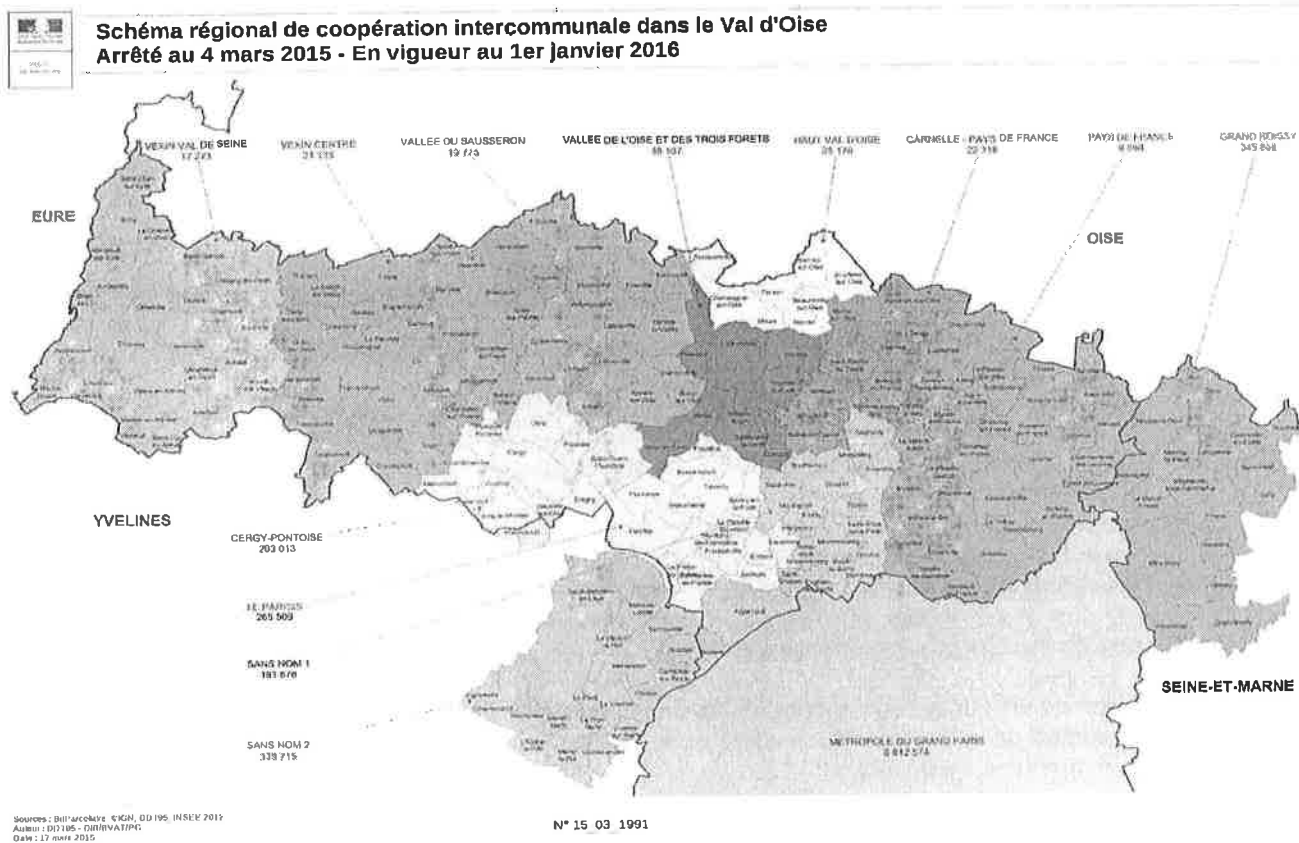
- La CC Vexin Val de Seine (17 273 habitants)
- La CC Vexin Centre (24 139 habitants)
- La CC du Sausseron et des Impressionnistes (19 775 habitants)
- La CC de la Vallée de l'Oise et des trois forêts (38 107 habitants)
- La CC du Haut Val-d'Oise (35 176 habitants)
- La CC de Carnelle- Pays de France (22 318 habitants)
- La CC du Pays de France (9 880 habitants)

Et 2 communes intégrées dans des EPCI ayant leur siège hors du Val-d'Oise :

La commune d'Argenteuil intégrée dans la Métropole du Grand Paris (MGP),

La commune de Bezons intégrée dans la CA issue de la fusion des CA de Saint-Germain Seine et Forêts, Boucle de la Seine, de la CC Maisons-Mesnil (Yvelines).

Cf. Cartographie de l'intercommunalité à fiscalité propre dans le Val-d'Oise au 1^{er} janvier 2016 :



II.2 La loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NoTRE) du 7 août 2015

II.1. Les dispositions de la loi NOTRe en matière d'intercommunalité

Les trois grands apports de la loi en matière d'intercommunalité

- Un nouveau seuil minimum de population pour les EPCI à fiscalité propre :

L'article 33 de la loi codifié à l'article L.5210-1-1 du CGCT prescrit l'augmentation du seuil démographique minimum pour constituer un EPCI à fiscalité propre à 15 000 habitants.

Un seul EPCI valdoisien est inférieur à ce seuil : la CC Pays de France (9 880 habitants)

- Une nouvelle série de compétences obligatoires et optionnelles pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération :

En matière de développement économique, les compétences des communautés sont élargies par la suppression de la notion d'intérêt communautaire pour les zones d'activités économiques et par l'ajout de la « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ».

De nouvelles compétences obligatoires sont créées « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » et « collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ».

Certaines ont un délai de prise en charge différencié ou différé

- Les compétences sont toutes prise en charge Immédiatement pour les EPCI créés au 1^{er} janvier 2016 ;
- Au 1^{er} janvier 2017 pour les communautés existantes à la date de publication de la loi (7 août 2015)

- Un principe de réduction du nombre de syndicats et de syndicats mixtes :

Il existait 146 syndicats de communes ou syndicats mixtes dans le Val-d'Oise en 2007. 29 structures ont déjà été supprimées ; il reste 117 syndicats en 2015.

Les syndicats sont amenés à disparaître lorsque les compétences qu'ils exercent sont reprises par les EPCI à fiscalité propre (art. L 5214-21, L 5215-21 et L 5216-6 du CGCT).

En ce qui concerne les compétences eau et assainissement, la loi étend le mécanisme de la représentation-substitution à l'ensemble des EPCI à fiscalité propre. Cependant, le principe de représentation-substitution d'une communauté, en lieu et place de ses membres, dans un syndicat n'est possible que si ce dernier regroupe des communes appartenant à trois communautés au moins à la date du transfert de la compétence

En revanche, lorsqu'un syndicat ne regroupe pas des communes appartenant à trois communautés au moins, le transfert de la compétence « eau » ou « assainissement » à la communauté vaut retrait des communes membres du syndicat.

Parallèlement le droit commun (l'article L.5211-61 du CGCT) permet de déléguer les compétences eau et assainissement et déchets ménagers notamment à un ou plusieurs syndicats sur le territoire intercommunal.

III. Le projet de schéma départemental de coopération intercommunale

La carte du projet de schéma départemental de coopération intercommunale figure en annexe 3.

Ce schéma tient compte d'éléments physiques, financiers, historiques et culturels du Val-d'Oise et de ses collectivités.

1. Un département aux multiples facettes

Le département du Val-d'Oise est le moins étendu des départements de la grande couronne parisienne, mais l'un des plus peuplés de France (1 203 920 habitants, deux fois plus qu'en 1962) et le plus jeune de France métropolitaine (30 % de la population ayant moins de 20 ans).

Situé au Nord de l'Île de France, délimité à l'Ouest par l'Epte et au Sud par les coteaux qui dominent la Seine, le département est traversé par la vallée de l'Oise. Les paysages que l'on y rencontre sont constitués de plateaux (le Vexin, Le Pays de France, la plaine de Pierrelaye) et de vallées (Persan, Viosne, Sausseron, Petit Rosne et Croult.).

Deux grandes catégories de territoires caractérisent le Val-d'Oise :

- les pôles urbains correspondent aux territoires exerçant des fonctions centrales ; ils sont à la fois des lieux d'emplois et d'habitat (Argenteuil, Cergy-Pontoise, Sarcelles, Roissy,...) ;
- et les conurbations non polarisées qui se caractérisent par une continuité de l'urbanisation sans forte centralité structurante (Vallée de Montmorency, Vallée de l'Oise, par exemple).

En dehors des territoires urbains, le Vexin et le Pays de France conservent leurs caractéristiques agricoles et naturelles prédominantes malgré une augmentation récente de population.

Les axes de communication ont souvent provoqué un développement linéaire de l'urbanisation (RD 14, RD 1) permettant l'accès aisé vers les départements de l'Oise et de l'Eure.

La croissance rapide au cours de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle a conduit à prendre des mesures de protection des paysages et des ressources naturelles : sites inscrits, Parcs Naturels Régionaux, mesures de protection des lisières de forêts et des coupures vertes dans le schéma directeur de la Région Ile-de-France, Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique.

Des caractéristiques résultant de la géographie et de politiques publiques ont joué un rôle contraignant pour l'urbanisation par la prise en compte de risques liés aux sols (mouvement de terrains, présence de gypse, retrait et gonflement des sols argileux...), aux inondations, qui aboutissent à encadrer, voire à interdire, les constructions nouvelles dans les zones les plus exposées.

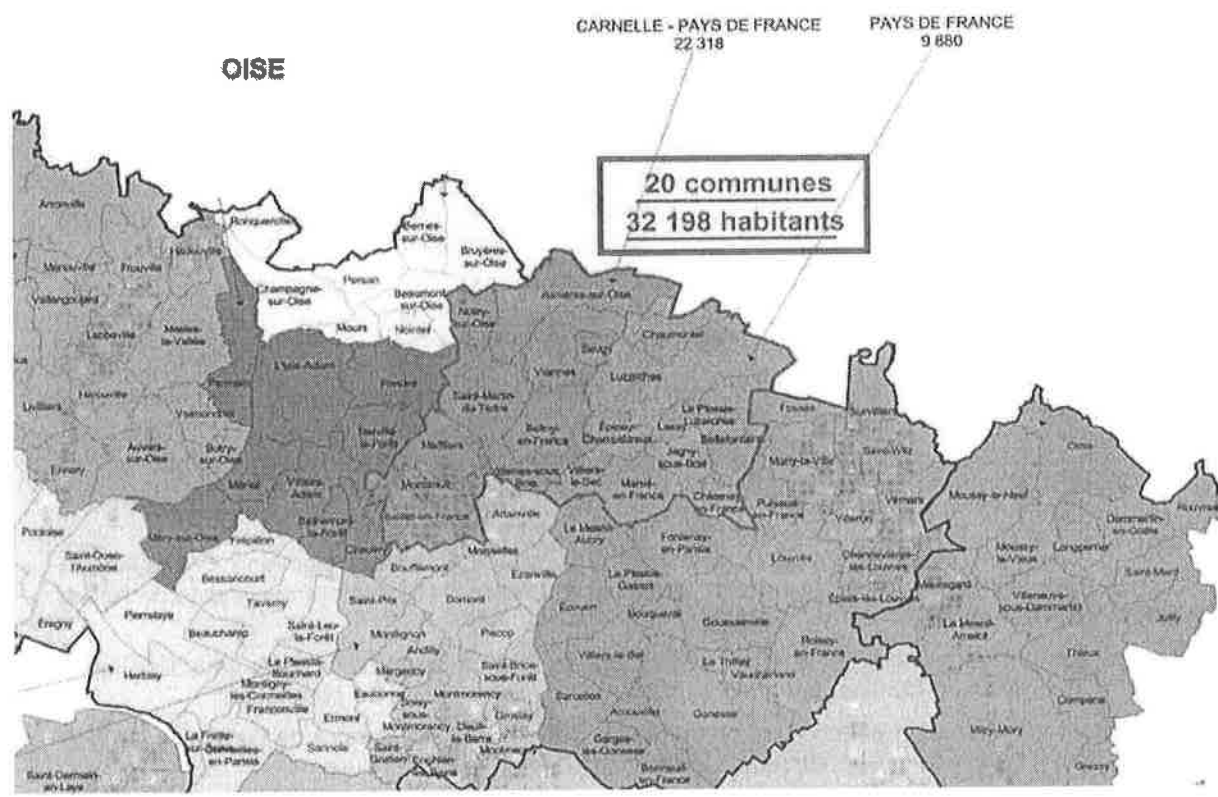
Par ailleurs, le souci de préserver les populations des nuisances sonores impose de réduire l'exposition au bruit des avions. Deux dispositifs réglementaires tendent à réduire l'impact de ces nuisances sur les riverains et visent à maîtriser l'urbanisation au voisinage des aéroports.

2. Satisfaire aux objectifs de la loi

Seul un EPCI valdoisien est inférieur au nouveau seuil défini par l'article 33 de la loi du 7 août 2015 (codifié à l'article L.5210-1-1 du CGCT) qui prescrit l'augmentation du seuil démographique minimum pour constituer un EPCI à fiscalité propre à 15 000 habitants.

Le présent schéma propose donc de fusionner la communauté de communes « Pays de France » qui compte 9 880 habitants avec la communauté de communes voisine, qui présente des caractéristiques similaires, à savoir la communauté de communes Carnelle Pays de France.

Il est proposé de fusionner les Communautés de communes « Carnelle Pays de France » et « Pays de France »



DESCRIPTION DES PROJETS CONERNANT L'INTERCOMMUNALITE A FISCALITE PROPRE

Fusion de la communauté de communes « Carnelle – Pays de France »
22 036 habitants – 10 communes – superficie : 56 km² soit 379 hab/km²
avec la communauté de communes « Pays de France »
9 802 habitants – 10 communes – superficie : 56 km² soit 175 hab/km²

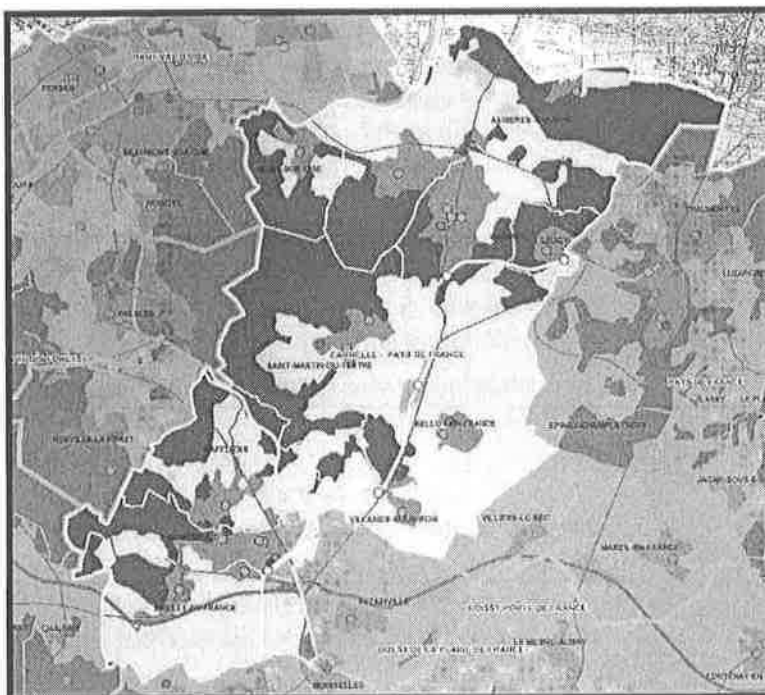
La communauté de Carnelle – Pays de France, des projets économiques et environnementaux

Territoire structuré autour des pôles de Montsoulst et de Viarmes, celui-ci est couvert par des infrastructures routières et ferrées nombreuses, notamment la Francilienne, la future A 16 et cinq gares du Transilien.

La communauté de communes porte des projets économiques communs : la ZAC de l'Orme, à destination des PME et PMI, la friche Vulli qui accueillera activités et habitat, et accompagne les retombées de l'aménagement du secteur de la Croix-Verte.

Ce territoire se caractérise par une agriculture productive autour du pôle coopératif de Villaines-sous-Bois.

Le communauté de communes soutient également des actions en matière d'environnement, portées par le parc naturel régional Oise Pays de France.



Elle développe des services adaptés à la population, notamment dans le secteur de la petite enfance.

Un patrimoine touristique et paysager

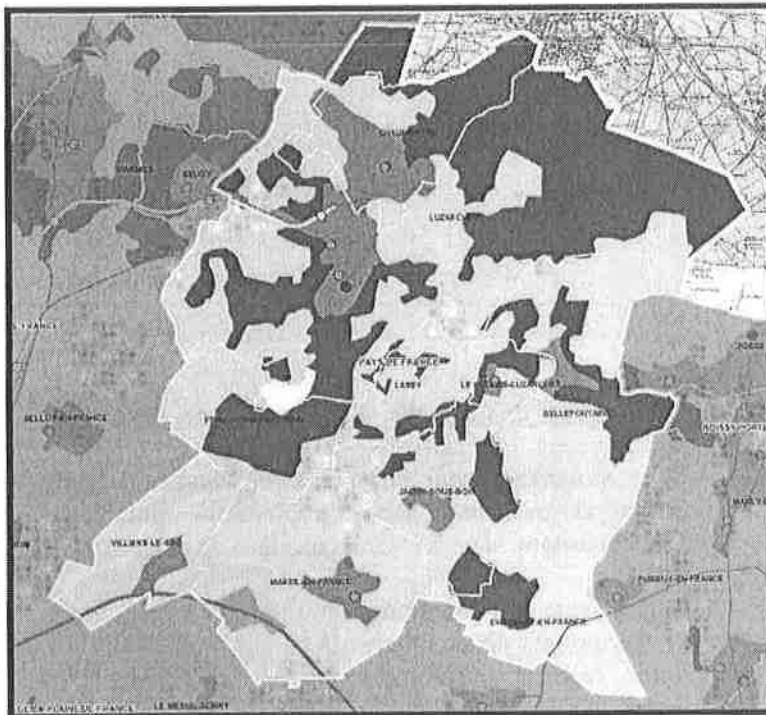
La communauté de communes dispose, enfin, d'un patrimoine touristique et paysager valorisant, avec l'abbaye de Royaumont, la ceinture forestière du massif cantilien et de Carnelle autour du Pays de France, qui se prête aux loisirs et à la fréquentation culturelle et touristique.

La communauté de commune « Pays de France », un territoire rural préservé

Il s'agit d'un ensemble fédéré autour : de la qualité protégée de son environnement forestier et rural, d'un peuplement en village à l'exception de l'ensemble Luzarches – Chaumontel plus important.

Des projets communs

La communauté de communes s'est investie dans la promotion du développement économique avec la création de zones d'entreprises notamment à Chaumontel et dans des projets de services aux personnes (bibliothèque communautaire de Luzarches, action sociale envers les personnes âgées, actions de solidarité).



Cette communauté de communes, qui n'atteint pas le seuil de 15 000 habitants fixé par la loi NoTRE a vocation naturelle à s'associer à la communauté de communes Carnelle Pays de France avec laquelle elle partage de nombreux points commun :

- un caractère périurbain atténué par la présence de massifs forestiers, s'organisant autour d'un centre-bourg, (Viarmes pour la CC Carnelles Pays de France, Luzarches pour la CC Pays de France)
- une appartenance commune au PNR Oise Pays de France (trois communes pour la CC Carnelle Pays de France – 10 communes pour la CC pays de France,
- Des territoires irrigués au Sud par la Francilienne (N104) et structurés par des axes Nord/Sud (RD 909 pour la communauté Carnelles Pays de France et RD 316 pour la communauté Pays de France) structurent les échanges.

Compétences de la communauté de communes « Carnelle – Pays de France »

NOM DES COMMUNES MEMBRES	COMPÉTENCE OBLIGATOIRE : AMENAGEMENT DE L'ESPACE	COMPÉTENCE OBLIGATOIRE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	COMPÉTENCES OPTIONNELLES	COMPÉTENCES FACULTATIVES
<p>ASNIERES-SUR-OISE BAILLET-EN-FRANCE BELLOY-EN-FRANCE MAFFLIERS MONTSOULT NOISY-SUR-OISE SAINT-MARTIN-DU-TERTRE SELUGY VARMES VILLAINES-SOUS-BOIS</p>	<p>- Etudes, réalisations et développement de toutes opérations concourant à l'aménagement de l'espace, à l'embellissement des villages, à la préservation et la mise en valeur des paysages à savoir dans ce cadre les espaces naturels sensibles et la participation aux études, à la création et à la gestion du schéma directeur dans le cadre du SMEP.</p> <p>- Organisation et développement d'une offre touristique avec notamment la réalisation et/ou soutien aux équipements de loisirs et de tourisme à caractère intercommunal. Ces actions pourront se faire dans le cadre de partenariats avec tous les acteurs et organismes habilités à intervenir dans ce champ de compétence.</p> <p>- Acquisitions et constitutions de réserves foncières destinées aux activités et équipements communautaires. Les communes pourront à leur demande et sous réserve de l'accord du conseil communautaire, déléguer leur droit de préemption urbain à la communauté de communes. L'élaboration des P.L.U. et les autorisations relatives au droit du sol restent de compétence communale.</p>	<p>- Etudes, création, aménagement, gestion et entretien des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire.</p> <p>- Participations aux réflexions et aux travaux pour l'éventuelle création d'une zone d'activités économiques sur la Croix Verte en partenariat notamment avec les organismes et collectivités intervenant dans ce domaine.</p> <p>- Etudes, actions et mobilisations de moyens en vue du maintien et du développement des commerces de proximité dans les communes membres de la CC.</p>	<p>1) Protection et mise en valeur de l'environnement : - Développement et coordination d'actions pour la protection des paysages, la préservation de la faune et de la flore. - Collecte et traitement des ordures ménagères. La CC représentera et se substituera à ses communes membres au sein du ou des syndicats auxquels les communes adhèrent.</p> <p>2) Voirie : - Etudes préalables à la définition des critères pour déterminer les voiries. La CC sera compétente pour leur entretien, leur aménagement et leur fonctionnement.</p> <p>3) Cadre de vie : - Etudes et mise en commun de toutes actions permettant d'obtenir des moyens de financement pour la rénovation, la conservation du patrimoine rural de chaque commune membre de la CC.</p> <p>4) Equipements culturels et sportifs : - Création, extension, aménagement et entretien d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire.</p> <p>5) Action sociale : La seule halte garderie itinérante relèvera de l'intérêt communautaire.</p>	<p>1) Politique en faveur des jeunes : Réflexions, mise en œuvre, développement et coordination d'actions en faveur des jeunes.</p>

Compétences de la Communauté de communes « Pays de France »

NOM DES COMMUNES MEMBRES	COMPÉTENCE OBLIGATOIRE : AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE	COMPÉTENCE OBLIGATOIRE : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	COMPÉTENCES OPTIONNELLES	COMPÉTENCES FACULTATIVES
<p>BELLEFONTAINE CHATENAY-EN-FRANCE CHAJMONTEL EPINAY- CHAMPLATREUX JAGNY-SOUS-BOIS LASSY LUZARCHES LE PLESSIS- LUZARCHES MAREIL-EN-FRANCE VILLIERS-LE-SEC</p>	<p>Elaboration, révision & suivi & schéma de cohérence territoriale (SCOT) & schéma de secteur</p> <p>La compétence SCOT peut être transférée au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du Parc Naturel Régional Oise Pays de France.</p> <p>Acquisition et aménagement de parcelles dans les espaces naturels, sur décision communale</p> <p>Exercice de tout droit de préemption, sur délégation communale.</p>	<p>Création, aménagement & gestion zone d'activités « Morantim » située chemin de Coye à Chaumontel.</p> <p>Création, aménagement & gestion de futures zones d'activités, sur décision communale.</p> <p>Exercice de tout droit de préemption, sur délégation communale.</p> <p>L'aménagement et l'entretien de la zone de la Basse Bruyère à Luzarches restant de la compétence de la commune.</p> <p>Promotion du projet à vocation touristique de création de l'écomusée de la Poterie et de la Céramique de la Vallée de l'Ysieux.</p> <p>Soutien aux actions de promotion et de développement touristique.</p> <p>Accueil, information, promotion touristique du territoire intercommunal dans le cadre d'un Office de Tourisme</p>	<p>- Elimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés.</p> <p>- Protection et mise en valeur de l'environnement</p> <p>Mise en œuvre d'un plan paysage, information et éducation en matière de patrimoine local, lutte contre les nuisances sonores.</p> <p>Soutien aux communes pour les opérations de nettoyage et de mise en valeur de l'environnement</p> <p>- Politique du logement social :</p> <p>Mise en œuvre d'opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat destinées à favoriser la mise sur le marché de logements localisés à loyer conventionné pour les jeunes décrochabitants et/ou les familles modestes.</p> <p>Acquisition, réhabilitation dans le parc immobilier existant sur décision communale.</p> <p>Exercice de tout droit de préemption, sur délégation communale.</p> <p>- Création, aménagement et entretien de la voirie.</p> <p>- Aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels :</p> <p>bibliothèques-médiathèques d'intérêt communautaire.</p>	<p style="text-align: center;"><u>Action sociale</u></p> <p>En faveur des personnes âgées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion du service de portage de repas à domicile. - Participation au réseau gérontologique Aubaine. <p>- Participation au transport des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées au centre d'accueil de jour de Luzarches.</p> <p>En faveur des personnes éloignées de l'emploi :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création & gestion antenne de la maison de l'emploi couvrant le bassin d'emplois de Genesse, Goussainville, de la CC de Roissy Porte de France et de la CC du Pays de France. <p>En faveur des personnes ayant fait l'objet de mesures de justice :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Accueil des publics devant effectuer des Travaux d'Intérêt Général en partenariat avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation du Val d'Oise. <p>En faveur des enfants :</p> <p>soutien aux communes pour les activités liées aux Relais Assistantes Maternelles (RAM) préalablement reconnus par le Conseil général du Val d'Oise.</p> <p style="text-align: center;"><u>Action dans le domaine de la sécurité :</u></p> <p>Création & gestion brigade intercommunale de gardes champêtres assermentés et/ou d'une police intercommunale. Les polices municipales de Luzarches et Chaumontel ne sont pas transférées à la CC & restent de la compétence des communes.</p> <p style="text-align: center;"><u>Etudes Générales.</u></p> <p style="text-align: center;"><u>Banque de matériel.</u></p> <p style="text-align: center;"><u>Groupement de commandes.</u></p>

Internet des services de l'Etat dans le département : <http://www.val-doise.gouv.fr>

CS 20105 - 5, avenue Bernard Hirsch - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél. : 01.34.20.95.95 - Fax: 01.30.30.62.63

LES SYNDICATS

et

SYNDICATS MIXTES DU VAL-D'OISE

• **B – LES SYNDICATS et SYNDICATS MIXTES DU VAL-D'OISE**

• **I – L'état des Lieux**

Aux 16 EPCI à fiscalité propre existants aujourd'hui (11 au 1^{er} janvier 2016), s'ajoutent les syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes qui totalisent 117 structures. Comme partout ailleurs, le mouvement de l'intercommunalité est né avec eux.

Jusqu'en 1972, ils ont fait vivre l'intercommunalité dans le département.

Dans un premier temps, leurs compétences ont été limitées à la gestion de l'eau, de l'assainissement et des ordures ménagères. Elles se sont progressivement élargies à d'autres domaines, tels la construction et la gestion d'équipements notamment dans les secteurs scolaires et sportifs.

Ce développement lié en grande partie à la reconstruction et à l'essor démographique de l'après-guerre, s'est poursuivi après les années 1970, avec la création de syndicats s'ouvrant à d'autres problématiques telles que la gestion d'équipements, les transports, l'environnement, l'aménagement, l'urbanisme, l'énergie, les télécommunications...

La liste des 117 syndicats ou syndicats mixtes classée par domaine d'intervention est annexée au présent document.

• **II – Les objectifs et les moyens de la loi**

Pour les structures intercommunales qui ne sont pas à fiscalité propre – c'est à dire les syndicats de communes et les syndicats mixtes -, la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales a prévu une rationalisation par :

- la suppression de syndicats devenus sans objet ou dont l'activité est réduite ;
- la dissolution avec transfert de leur compétence à un EPCI à fiscalité propre ;
- le regroupement par fusion de syndicats entre eux.

Ces moyens n'ont pas été remis en question par la loi NoTRE qui au contraire propose des outils complémentaires ou impose des règles qui concourent à l'objectif de rationalisation

L'instruction ministérielle du 27 août 2015 demande aux Préfets de porter une attention particulière sur :

- les syndicats dont le périmètre est inférieur à celui des EPCI à fiscalité propre actuels ou envisagés ;
- les syndicats dont la loi a prévu le transfert des compétences aux EPCI à fiscalité propre entre 2016 et 2020.

Elle rappelle également le pouvoir temporaire accordé par l'article 40 de la loi NOTRe permettant au préfet de dissoudre tout syndicat jugé inutile en raison du transfert envisagé de ses compétences. Les préfets de département ont pour mission de recenser les syndicats devant être dissous, y compris pour absence d'activité.

DESCRIPTION DES PROJETS CONCERNANT DES SYNDICATS ET SYNDICATS MIXTES

Après recensement des syndicats hors et dans les compétences obligatoires des EPCI FP :

117 syndicats sont dénombrés en Val-d'Oise, la liste figure en annexe

Il est proposé de

1. Supprimer les syndicats sans activité financière ou apparaissant sans activité réelle : 3 syndicats de ce type ont été identifiés au jour d'élaboration du présent schéma

Il est proposé de dissoudre :

- le syndicat intercommunal (SI) de Frépillon-Bessancourt pour le CES (plus d'activité financière depuis 2 ans)
- le syndicat interdépartemental Seine et Epte (entretien voirie) qui a cessé toute activité et a vendu récemment ses biens
- SIEGENS (4 communes de la future CA Val-Paris) dont l'activité est réduite à la collecte des subventions nécessaire à l'entretien d'un espace naturel sensible régional par un organisme extérieur.

2. Recenser les syndicats appelés en théorie à disparaître d'ici le 1^{er} janvier 2020 par application de la loi et analyser les contraintes techniques qui plaideraient pour leur maintien en l'état ou nécessiterait leur fusion avec d'autres

3. Étudier des regroupements possibles des syndicats techniques (eau, assainissement, ordures ménagères...)

Syndicats devant faire l'objet d'une étude (appelés à disparaître d'ici le 1er janvier 2020)

- **en matière d'eau potable** : sur 17 syndicats, 15 dont le périmètre couvre moins de 3 EPCI à fiscalité propre
 - **en matière d'assainissement collectif** : sur 21 syndicats, 13 dont le périmètre couvre moins de 3 EPCI à fiscalité propre
 - **en matière d'assainissement non collectif** : sur 8 syndicats, 4 dont le périmètre couvre moins de 3 EPCI à fiscalité propre
- **en matière de collecte et/ou de traitement des déchets** : on compte 7 syndicats

A cet égard, deux groupes de travail ont été créés à l'issue de la commission départementale de coopération intercommunale du 16 octobre 2015. Ils sont animés par le directeur départemental des territoires et portent, l'un sur la thématique eau et assainissement, l'autre sur la thématique « collecte et traitement des déchets ménagers ». Ils doivent se réunir plusieurs fois d'ici fin mars 2016 et autant de fois que nécessaire pour éclairer les choix futurs de la CDCI.

Le champ de compétences de ces syndicats est cartographié en annexe.

Internet des services de l'Etat dans le département : <http://www.val-doise.gouv.fr>

CS 20105 - 5, avenue Bernard Hirsch - 95010 CERGY-PONTOISE CEDEX - Tél : 01 34 20 95 95 - Fax: 01 30 30 62 63

ANNEXES

Annexe 1 : Carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2015 ;

Annexe 2 : Carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2016 ;

Annexe 3 : Carte du projet de schéma de coopération intercommunale à fiscalité propre pour le 1er janvier 2017 ;

**Annexe 4 : Présentation des CC "Carnelles Pays de France" et "Pays de France"
(Documentation IAURIF)**

Annexe 5 : Liste des SIVU et SIVOM et liste des Syndicats mixtes

Annexe 6 : Liste des compétences exercées par les syndicats et syndicats mixtes dans le Val-d'Oise

Annexe 7 : Carte des syndicats d'adduction d'eau potable

Carte des syndicats d'assainissement collectif

Carte des syndicats d'assainissement non collectif

Carte des syndicats de collecte et/ou de traitement des déchets ménagers

Etat de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1er janvier 2015

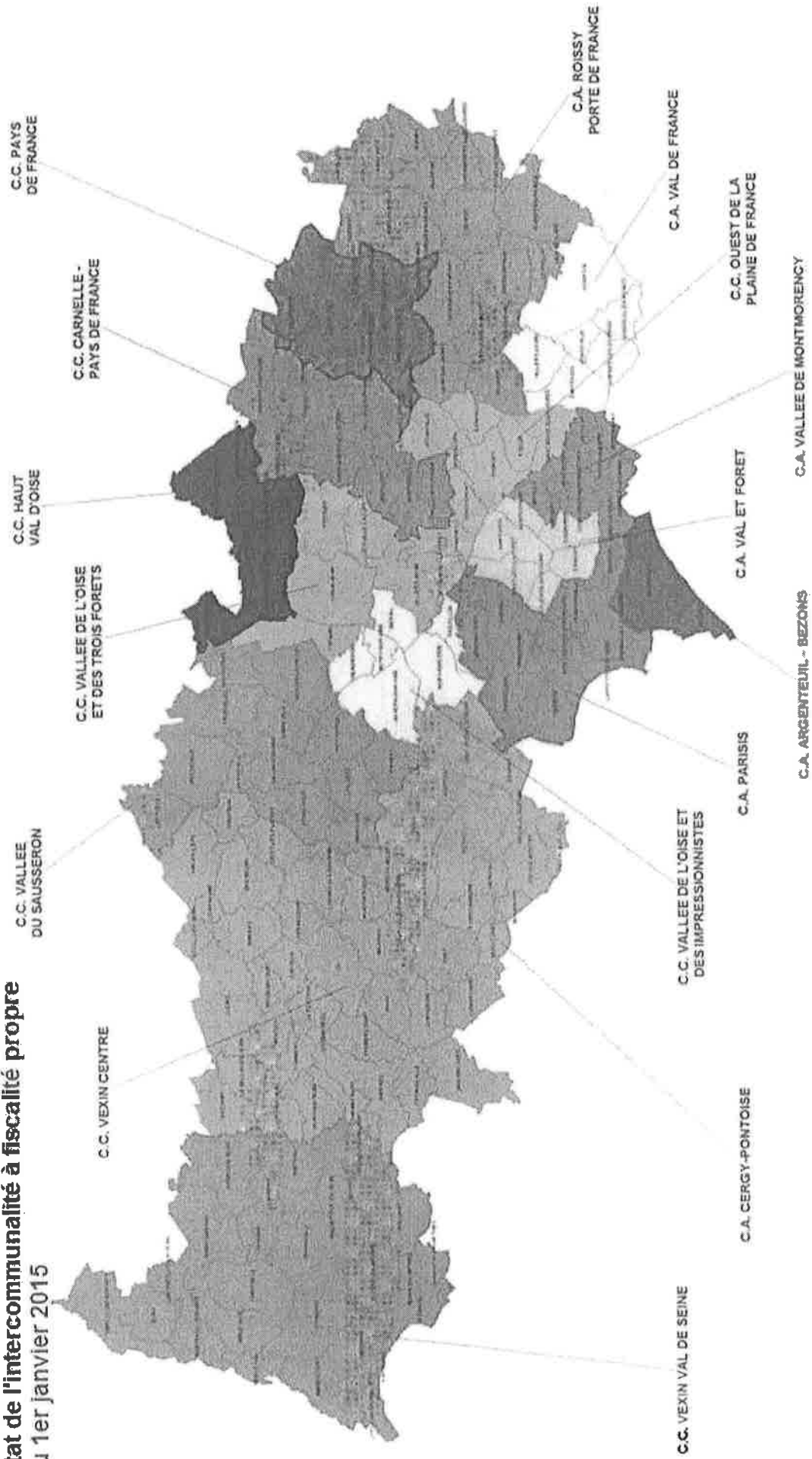
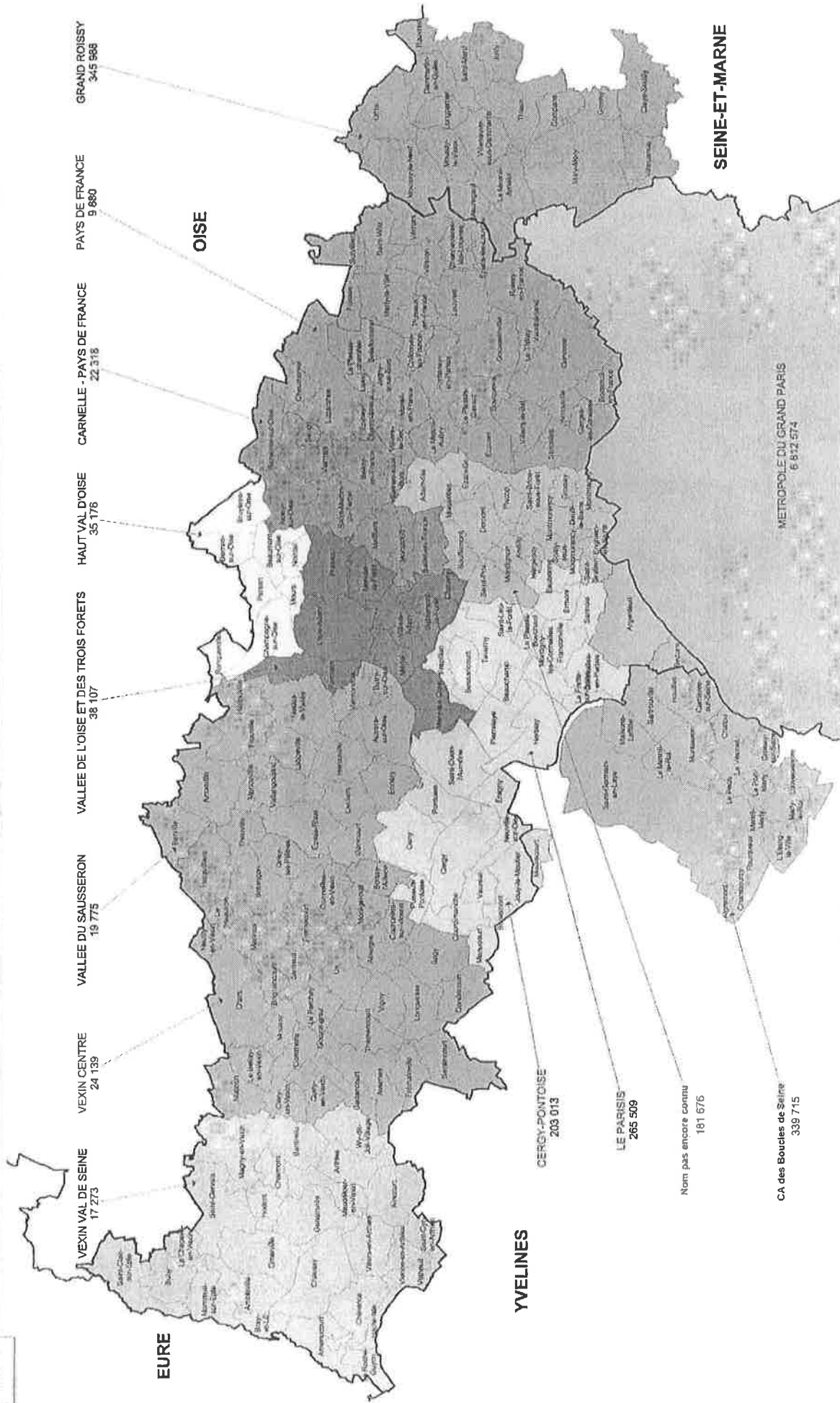


Schéma régional de coopération intercommunale dans le Val d'Oise

Arrêté au 4 mars 2015 - En vigueur au 1er janvier 2016

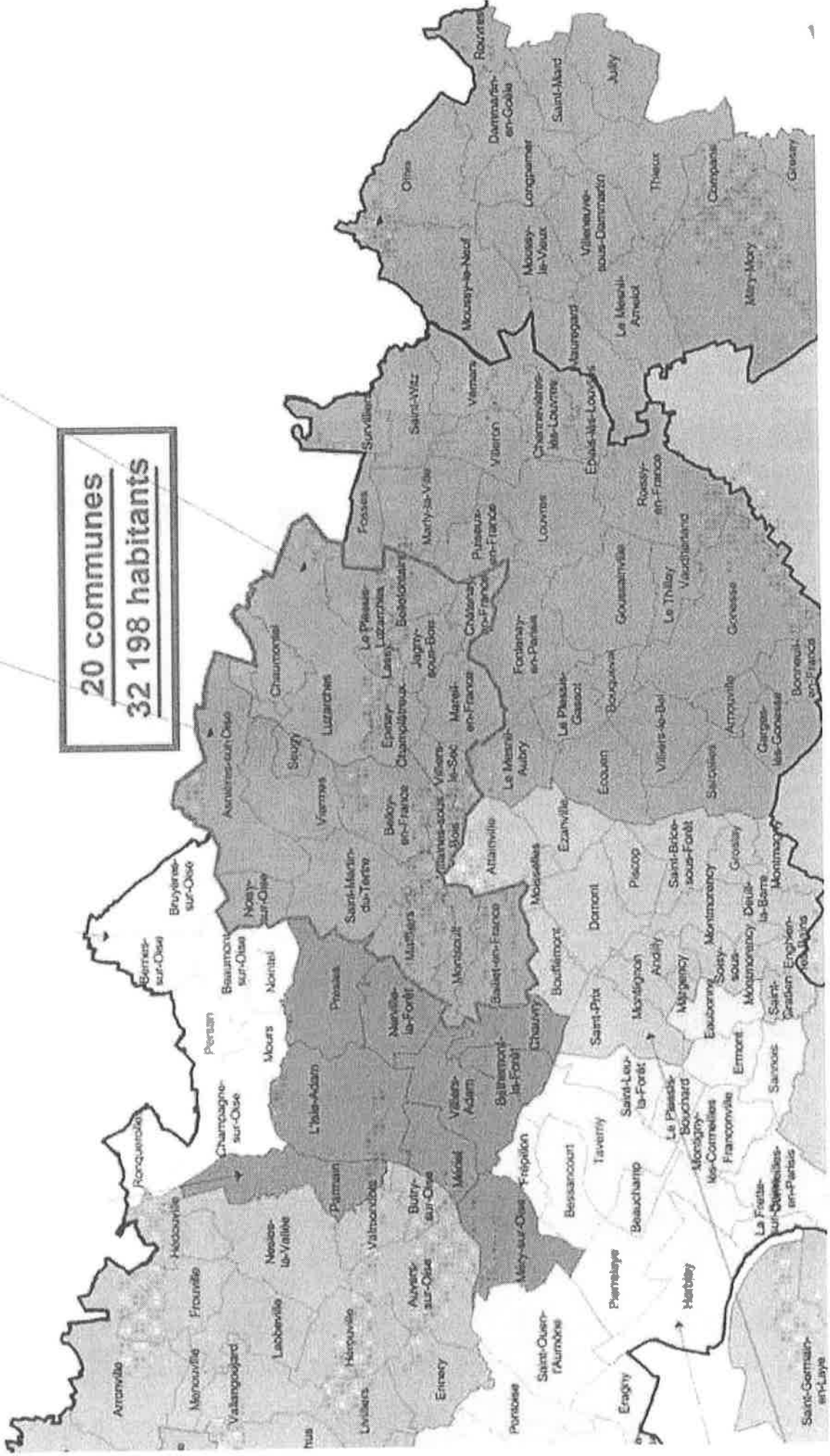


OISE

22 318

9 880

20 communes
32 198 habitants



Communauté de communes

Carnelle Pays de France



Statuts en date du 12/01/2015

Mise à jour : Mars 2015
www.iau-ldf.fr

Le groupement

La communauté de communes de Carnelle Pays de France, créée le 18/12/2003, regroupe dix communes du Nord du Val d'Oise, depuis l'adhésion le 15/12/2004 de la commune d'Asnières-sur-Oise. La population totale atteint 22 059 habitants (population municipale au recensement de 2012), dont 5 230 habitants à Viarmes, la principale commune du territoire en terme de population.

Le territoire est desservi dans sa partie Sud par la Francilienne et par la RN1. Trois communes du Nord-Est (Asnières-sur-Oise, Seugy et Viarmes) appartiennent au parc naturel régional Oise Pays de France, institué en janvier 2004, peu après la création de la communauté.

Dès sa création, le groupement adopte des compétences diversifiées : aménagement de l'espace et actions de développement économique pour les attributions obligatoires, protection et mise en valeur de l'environnement, voirie, cadre de vie et équipements culturels et sportifs en ce qui concerne les compétences optionnelles, et, enfin, politique en faveur des jeunes au titre des compétences facultatives. Les statuts sont modifiés le 09/12/2005, de façon à introduire quelques précisions quant à l'étendue des domaines transférés (aménagement de l'espace, cadre de vie et équipements) et, le cas échéant, la définition de l'intérêt communautaire (développement économique et voirie). Restent notamment à préciser, les actions de préservation de l'environnement et la politique en faveur des jeunes.

En 2007, est précisé l'intérêt communautaire pour l'action sociale (compétence optionnelle).

En 2009, 2010, 2011, 2013 et en 2014, la liste des voiries d'intérêt communautaire est complétée.

En 2015 la communauté est dotée de la compétence facultative : aménagement numérique.

Sommaire

Le groupement	1
Composition	2
Représentation des communes	2
Compétences et réalisations	2
Atlas	5
Population	5
Taux de logements sociaux	5
Zones d'activités économiques	6
Potentiel financier	6
Revenu des ménages	7
Politique de la ville	7

Fiche d'identité

Communauté de communes créée le 18/12/2003

Nombre de communes adhérentes au 01/01/2015 : 10

Nombre d'habitants (2012) : 22 059

Régime fiscal (2013) : fiscalité additionnelle

Président : Monsieur Raphaël Barbarossa, maire de Belloy-en-France

Contact : Madame Muriel Le Jan, secrétaire générale

Hôtel de Ville
Place Pierre Salvi - BP 10
95270 Viarmes

Tél. : 01 34 09 26 26

Fax. : 01 34 09 26 26

Mél : ville-viarmes@wanadoo.fr

Web :

<http://www.cc-carnelle-pays-de-france.fr/>

Commune siège : Viarmes

「Composition communale」

Asnières-sur-Oise, Baillet-en-France, Bolloy-en-France, Maffliers, Montsourt, Nolsy-sur-Oise, Saint-Martin-du-Tertre, Seugy, Viarnes, Villaines-sous-Bois

「Représentation des communes」

Nombre total de délégués : 35

Nombre de délégués par commune : 7 délégués (Viarnes), 5 délégués (Montsourt), 4 délégués (Asnières-sur-Oise, Saint-Martin-du-Tertre), 3 délégués (Baillet-en-France, Bolloy-en-France, Maffliers), 2 délégués (Nolsy-sur-Oise, Seugy, Villaines-sous-Bois),
Soit en moyenne : 1 délégué / 630 habitants

「Compétences et réalisations」

Les compétences de la communauté de communes [] (statuts du 12/01/2015) sont classées ci-dessous, selon leur caractère obligatoire, optionnel ou facultatif.

Compétences obligatoires

▣ Aménagement de l'espace

- ▣ **Etudes, réalisations et développement de toutes opérations reconnues d'Intérêt communautaire, concourant à l'aménagement de l'espace, l'embellissement des villages, à la préservation et à la mise en valeur des paysages**
à savoir dans ce cadre les espaces naturels sensibles et la participation aux études, à la création et à la gestion du schéma directeur dans le cadre du SMEP
- ▣ **Acquisitions et constitutions de réserves foncières d'Intérêt communautaire destinées aux activités et équipements communautaires**
Les communes pourront à leur demande et sous réserve de l'accord du conseil communautaire, déléguer leur droit de préemption urbain à la communauté de communes. L'élaboration des P.L.U. et les autorisations relatives au droit du sol restent de compétence communale
- ▣ **Organisation et développement d'une offre touristique à l'échelle communautaire**
avec notamment la réalisation et/ou le soutien aux équipements de loisirs et de tourisme à caractère intercommunal. Ces actions pourront se faire dans le cadre de partenariats avec tous les acteurs et organismes habilités à intervenir dans ce champ de compétence

▣ Actions de développement économique

- ▣ **Etudes, création, aménagement, gestion et entretien des ZAE déclarées d'Intérêt communautaire**
- ▣ **Participation aux réflexions et aux travaux pour l'éventuelle création d'une zone d'activités économiques sur la Croix Verte**
en partenariat notamment avec les organismes et les collectivités intervenant dans ce domaine
- ▣ **Etudes, actions et mobilisations de moyens en vue du maintien et du développement des commerces de proximité dans les communes membres de la communauté**

Intérêt communautaire

ZAE

Les ZAE seront définies au fur et à mesure entre les communes et la communauté par délibérations concordantes et dans les conditions de majorité requise pour la création d'une

communauté de communes.

Toutes nouvelles zones industrielles d'activités économiques créées ou réhabilitées par la communauté de communes. Seront également d'intérêt communautaire les études relatives à la zone de l'Orme sur le territoire de Viarmes/Belloy-en-France et la zone de la friche de Vulli sur la commune d'Asnières-sur-Oise.

Compétences optionnelles

▣ Protection et mise en valeur de l'environnement

- ▣ Développement et coordination d'actions pour la protection des paysages, la préservation de la faune et de la flore
- ▣ Collecte et traitement des ordures ménagères
Dans ce cadre, la communauté de communes représentera et se substituera à ses communes membres au sein du ou des syndicats auxquels les communes adhèrent

▣ Voirie

▣ Voirie

▣ Voirie

Etudes préalables à la définition des critères pour déterminer les voiries d'intérêt communautaire. Une fois identifiées, la communauté de communes sera compétente pour leur entretien, aménagement et fonctionnement selon les modalités qui auront été définies dans les critères d'intérêt communautaire

Intérêt communautaire

Voirie

Sont reconnues d'intérêt communautaire les parties de voiries intercommunales de fil d'eau à fil d'eau une fois remises en état, et dont la liste suit :

Pour la commune d'Asnières-sur-Oise : rue de Royaumont (hors agglomération), voie communale n° 1 dite route de Bailion depuis l'intersection avec RD 909 jusqu'au hameau de Bailion, rue des Gourdeaux, route de Naisy-sur-Oise, route des Princes, route de Boran.

Pour la commune de Baillet-en-France : rue Pierre et Marie Curie (limite de communes entre Baillet-en-France et Mousoul, entre rue de la Cailla et rue des Meuniers), le chemin rural n° 6 de Baillet-en-France à Altainville.

Pour la commune de Belloy-en-France : voie communale de Belloy à Villaines, voie communale n° 4 de Saint Martin du Tertre à Viarmes, chemin vicinal n° 5 dit de Beaumont, rue Richambro pour la partie entre l'avenue de Beaumont et la rue d'Epinay, rue de la Briqueterie vers Saint-Martin-du-Tertre jusqu'au RD 85, Place et rue de la Gare et stationnement des usagers SNCF.

Pour la commune de Montsoul : rue Pierre et Marie Curie, rue aux Loups, rue de Villaines, rue de Montbrun, rue Emile Combre, Place de la Gare et stationnement des usagers SNCF.

Pour la commune de Seugy : RD 922 (une fois déclassée et remise en état), chemin des Roullers jusqu'à la RD 909, rue de la Gare.

Pour la commune de Viarmes : RD 922 (une fois déclassée et remise en état) du carrefour de la Mascrée jusqu'à Seugy, route de Saint-Martin-du-Tertre, route des Princes, rue des Gourdeaux, route du Moulin de Glez, route de Saint-Martin (dernier tronçon), route de Glez (dernier tronçon), rue de Seugy, Place de la Gare et stationnement des usagers SNCF, avenue Foch jusqu'au carrefour rue Pasteur, route de Boran.

Pour la commune de Naisy-sur-Oise : CD 922 (une fois déclassée et remise en état), rue Georges Marie Picot, route d'Asnières-sur-Oise.

Pour la commune de Villaines sous Bois : route de Belloy-en-France, chemin de Maffliers, rue de la Halte de Villaines et stationnement des usagers SNCF.

Pour la commune de Maffliers : rue de Villaines, rue de Montbrun.

Pour la commune de Saint-Martin-du-Tertre : rue de Viarmes (hors agglomération jusqu'à Viarmes), rue Roger Renard (hors agglomération).

La voirie comprend uniquement la chaussée. Sont exclus les trottoirs et les accotements.

▣ Cadre de vie

- ▀ **Etudes et mise en commun de toutes actions permettant d'obtenir des moyens de financement pour la rénovation, la conservation du patrimoine rural de chaque commune membre de la communauté**

Intérêt communautaire

Cadre de vie

La communauté de communes ne sera compétente que pour la recherche et la mobilisation de financements en la matière pour le compte des communes membres, et nullement pour la signature en lieu et place de ces dernières pour les dits financements et/ou contrats qui auront été mobilisés.

Les opérations reconnues d'intérêt communautaire en la matière pourront, par contre, tout naturellement être portées par la communauté de communes, tant dans la sollicitation et la signature des financements que dans leur maîtrise d'ouvrage, notamment pour la préservation des espaces naturels sensibles.

- ▀ **Equipements culturels et sportifs**

- ▀ **Création, extension, aménagement et entretien d'équipements culturels et sportifs qui auront été reconnus d'intérêt communautaire**
- ▀ **Etude pour recenser et définir les équipements culturels et sportifs existants sur le territoire des communes membres de la communauté**

- ▀ **Actions sociales**

Intérêt communautaire

Actions sociales

Seule la halte-garderie itinérante relèvera de l'intérêt communautaire. Les communes membres possédant une halte-garderie ou une crèche resteront de la compétence propre des communes.

Compétences facultatives

- ▀ **Politique en faveur des jeunes**

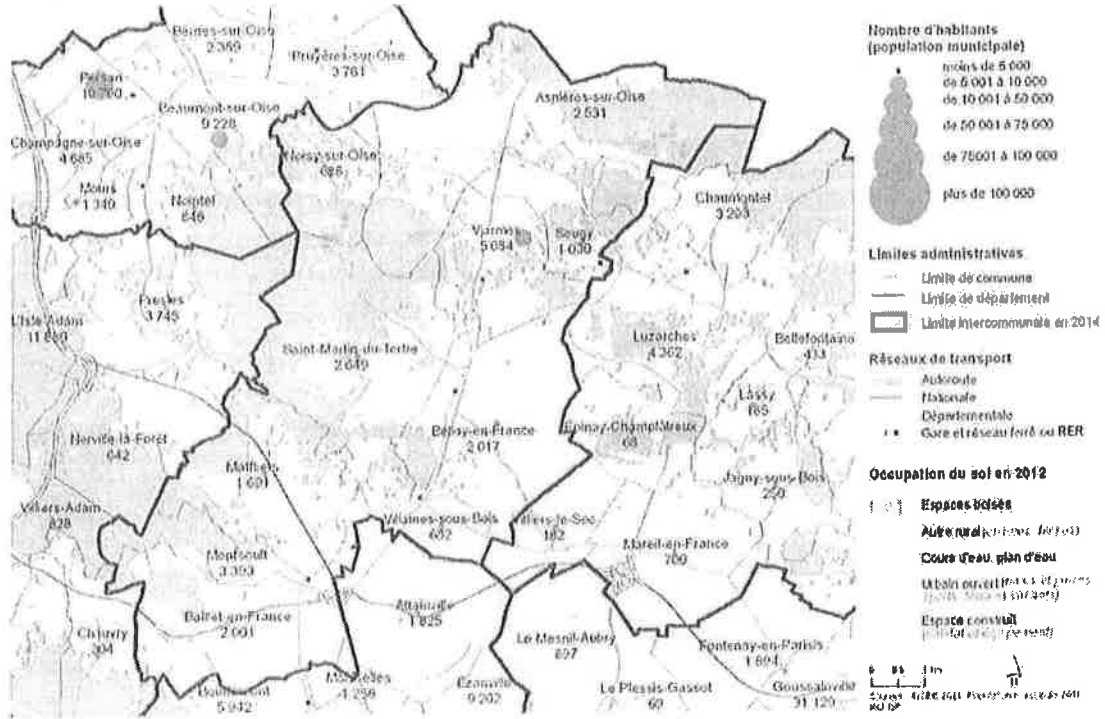
- ▀ **Réflexion, mise en œuvre, développement et coordination d'actions en faveur des jeunes**

- ▀ **Aménagement numérique**

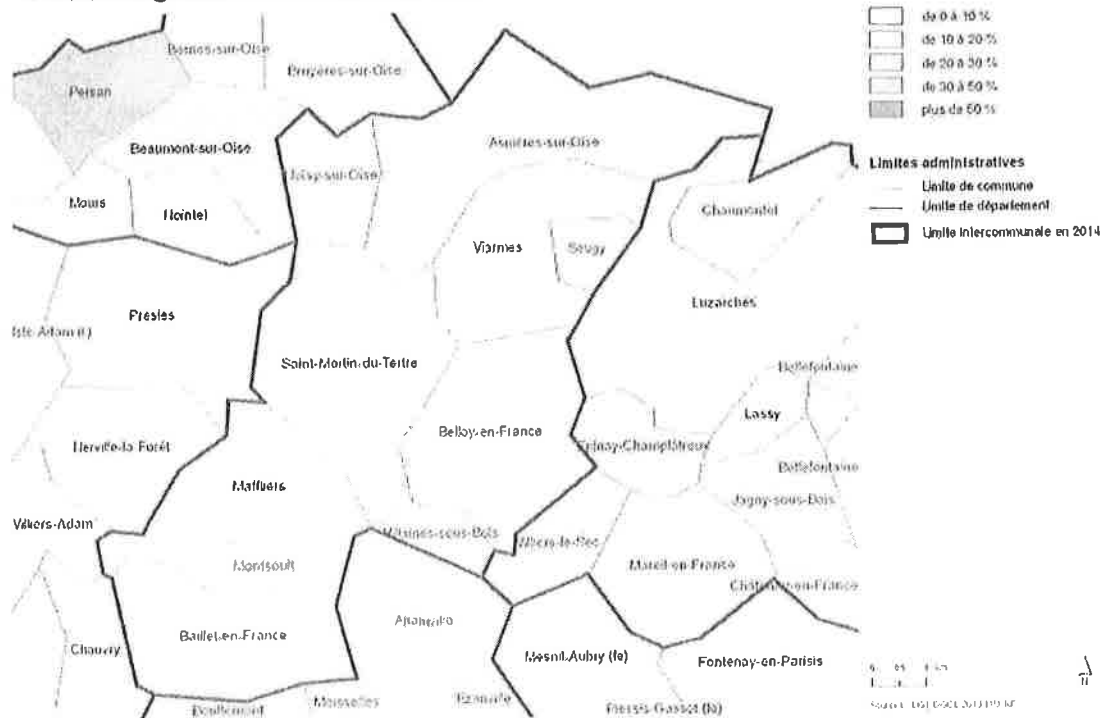
Atlas cartographique

Les cartes ci-dessous présentent le périmètre de la communauté au 01/01/2015.

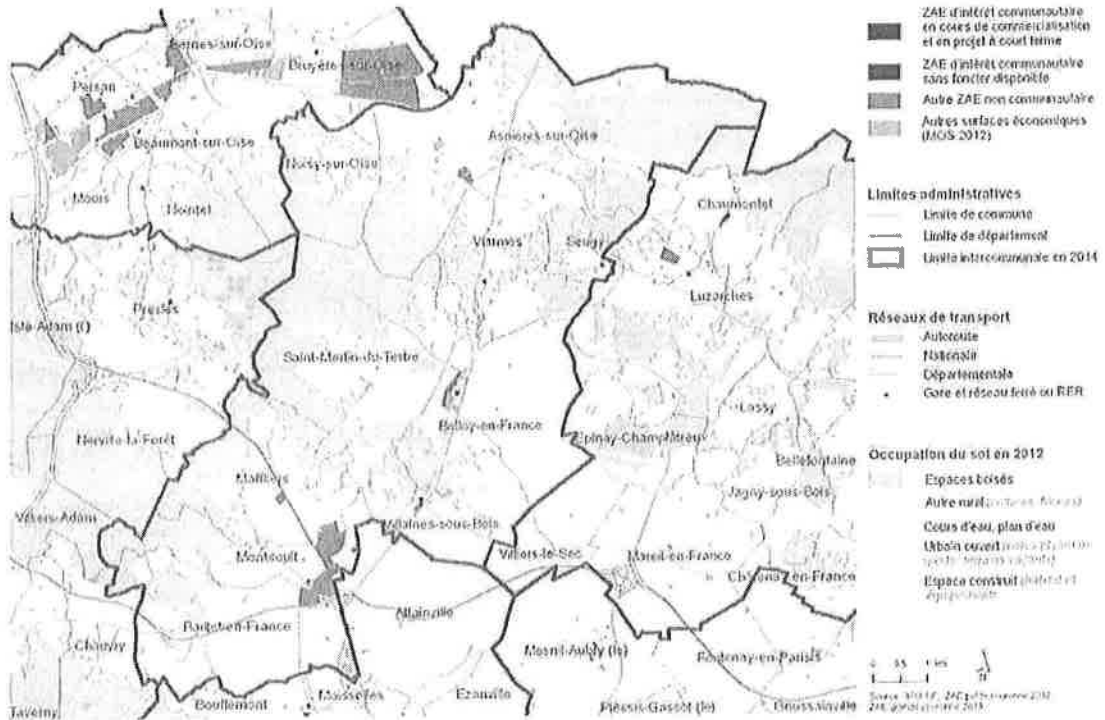
Population en 2011



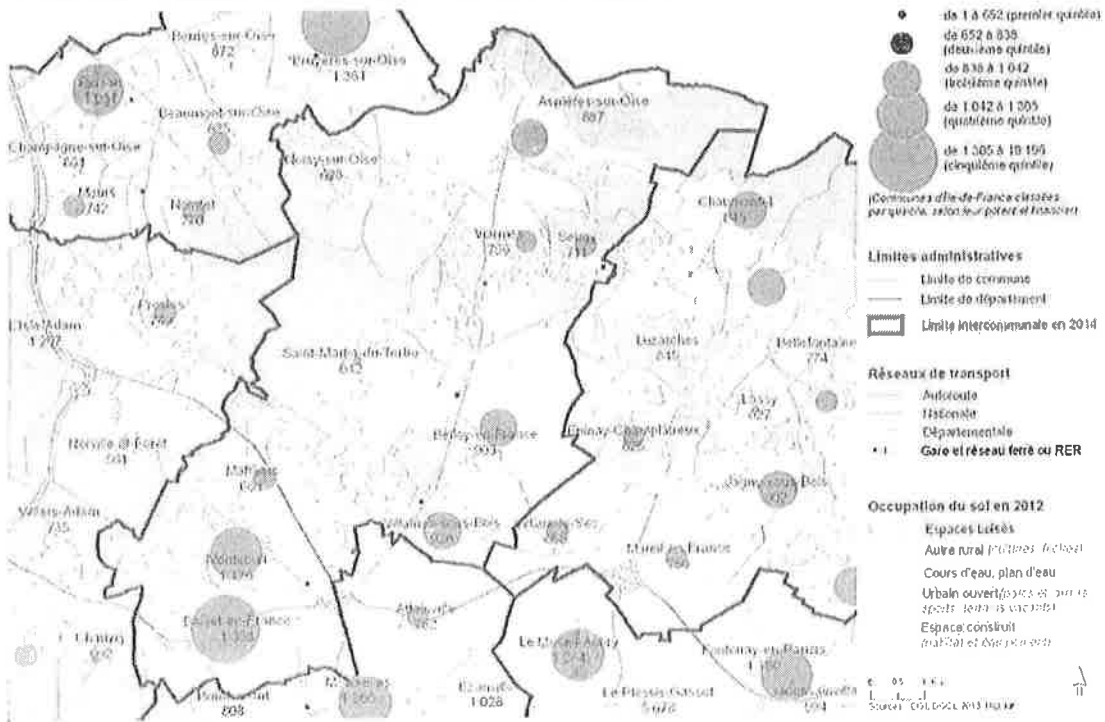
Taux de logements sociaux en 2012



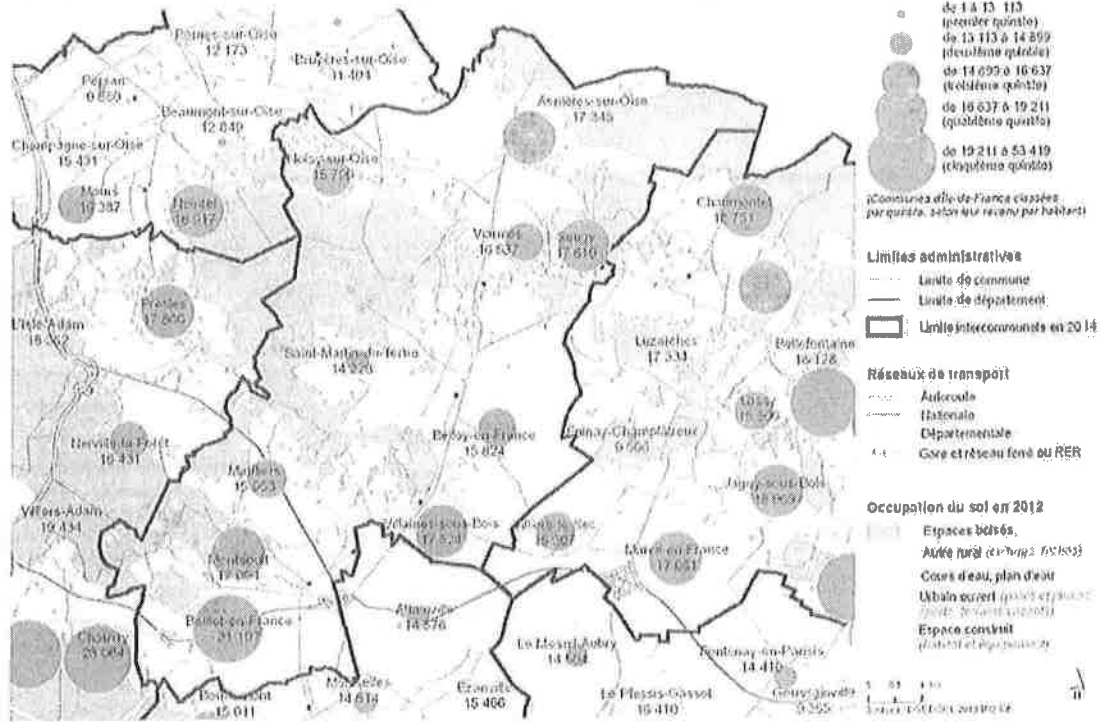
Zones d'activités économiques en 2012/2013



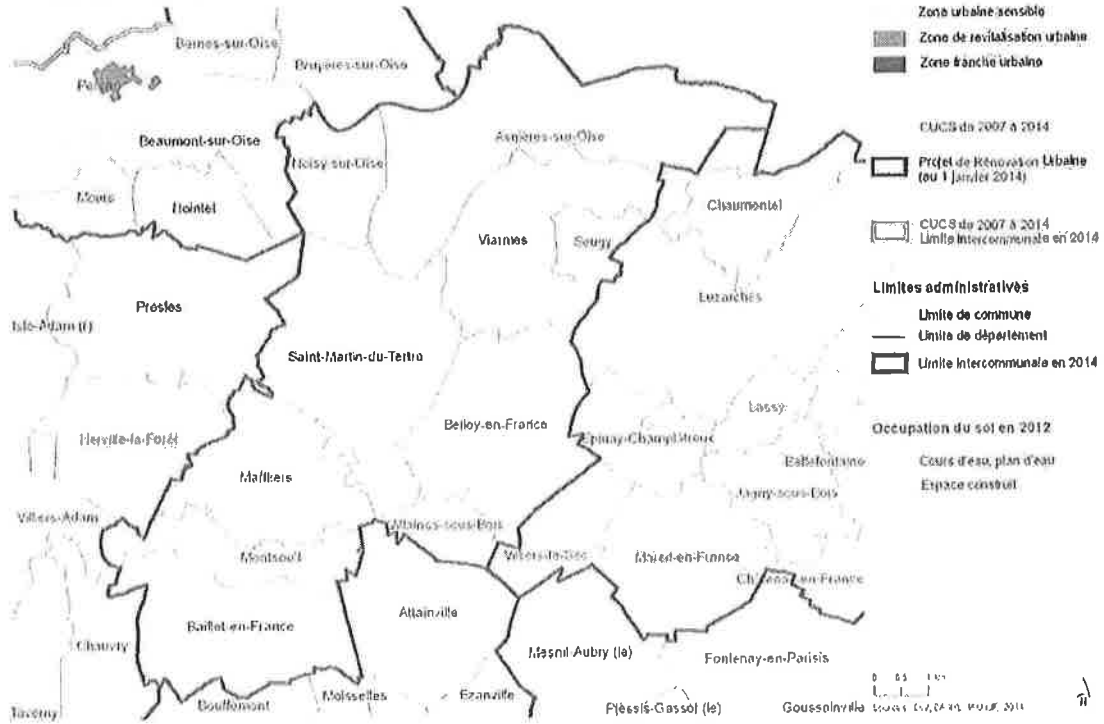
Potentiel financier en 2012 (en Euros par habitant)

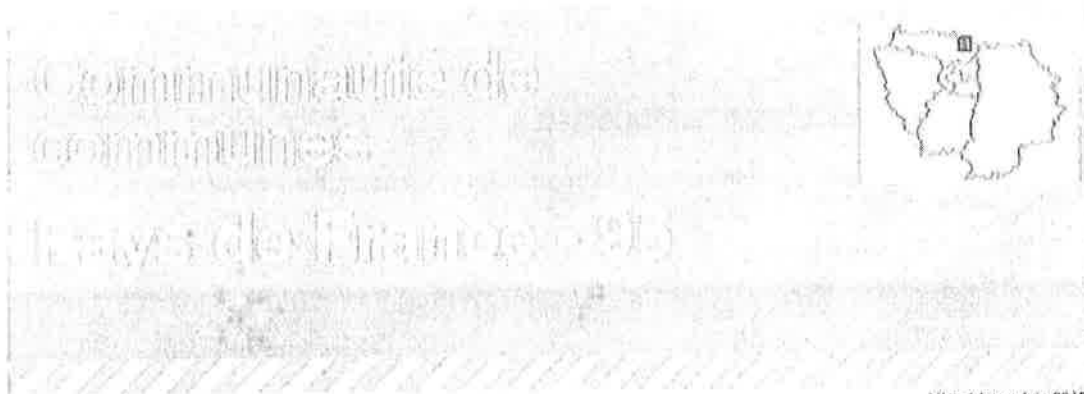


Revenu des ménages en 2011 (en Euros par habitant)



Politique de la ville en 2013





Statuts en date du 22/04/2015

Mise à jour : Juin 2015
www.iau-ldf.fr

Le groupement

La communauté du Pays de France, située au Nord-Est du département du Val d'Oise, à proximité de la Picardie, a été créée en 1993. Elle est composée de 10 communes regroupant 9 743 habitants (population municipale au recensement de 2012). Luzarches est la plus importante d'entre elles avec 4 401 habitants. Son territoire est irrigué au Sud par la francilienne, tandis que la RD 104 constitue un axe structurant Nord / Sud. Depuis sa création, la communauté a conservé le même périmètre et ses compétences (développement économique et aménagement de l'espace, au titre des compétences obligatoires : déchets, environnement, politique du logement social et équipements collectifs au titre des compétences optionnelles) ont été peu modifiées jusqu'en 2006. En septembre 2006, les nouveaux statuts adoptés précisent les domaines d'attributions communautaires (développement économique, environnement, logement...), créent des champs d'interventions facultatifs (aide sociale, actions dans le domaine de la sécurité), tandis que la compétence équipement est abandonnée.

En 2009, en compétence optionnelle la communauté prend en charge les équipements culturels et notamment déclare les bibliothèques-médiathèques à rayonnement intercommunal d'intérêt communautaire.

En 2011, la communauté prend en charge le tourisme (développement économique), le soutien aux communes pour les opérations de nettoyage et de mise en valeur de l'environnement (environnement), la création, aménagement et entretien de la voirie (compétence optionnelle), le soutien aux communes pour les activités liées aux Relais Assistants Maternelles (RAM) (compétence facultative en faveur des enfants).

En 2015, la communauté est dotée de l'aide à l'instruction des autorisations d'occupation du droit du sol sur mandat des maires (aménagement de l'espace) et des infrastructures et réseaux de communications électroniques (développement économique).

Le territoire, qui fait partie du parc naturel régional Oise Pays de France, créé en 2004, est parcouru par la Vallée de l'Ysieux et comprend d'importants espaces boisés (forêt de Chanilly au Nord). La préservation de l'environnement et la gestion des déchets s'inscrivent au cœur des préoccupations intercommunales.

Sommaire

Le groupement	1
Composition	2
Représentation des communes	2
Compétences et réalisations	2
Atlas	5
Population	5
Taux de logements sociaux	5
Zones d'activités économiques	6
Potentiel financier	6
Revenu des ménages	7
Politique de la ville	7

Fiche d'identité

Communauté de communes créée le 20/12/1993

Nombre de communes adhérentes au 01/01/2015 : 10

Nombre d'habitants (2012) : 9 743

Régime fiscal (2013) : fiscalité additionnelle

Président : Monsieur Sylvain Saragosa, maire de Chaumontel

Contact : Madame Florence Fagot-Le Guen, secrétaire générale

Hôtel de Ville
BP 18

95270 Luzarches

Tél. : 01 34 71 94 06

Fax. : 01 34 71 94 06

Web : <http://www.cc-paysdefrance.fr/>

Commune siège : Luzarches

「Composition communale」

Bellefontaine, Châtenay-en-France, Chaumontel, Epligny-Champlâtreux, Jagny-sous-Bois, Lassy, Le Plessis-Luzarches, Luzarches, Mareil-en-France, Villers-le-Sec

「Représentation des communes」

Nombre total de délégués : 30

Nombre de délégués par commune : 8 délégués (Luzarches), 7 délégués (Chaumontel), 4 délégués (Bellefontaine, Mareil-en-France), 2 délégués (Jagny-sous-Bois), 1 délégués (Châtenay-en-France, Epligny-Champlâtreux, Lassy, Le Plessis-Luzarches, Villers-le-Sec),

Soit en moyenne : 1 délégué / 325 habitants

「Compétences et réalisations」

Les compétences de la communauté de communes [] (statuts du 22/04/2015) sont classées ci-dessous, selon leur caractère obligatoire, optionnel ou facultatif.

Compétences obligatoires

▣ Aménagement de l'espace

- ▣ Urbanisme/Aide à l'instruction des autorisations d'occupation des droits du sol sur mandat des maires.
- ▣ Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur
- ▣ Acquisition et aménagement en parcelles dans les espaces naturels
- ▣ Exercice de tout droit de préemption sur délégation communale

▣ Actions de développement économique

- ▣ Création, aménagement et gestion de futures zones d'activités, sur décision communale
- ▣ Création, aménagement et gestion de la zone d'activités "MorantIn" située chemin de Coye à Chaumontel
- ▣ Promotion du projet à vocation touristique de création de l'écomusée de la Poterie et de la Céramique de la Vallée de l'Ysieux
- ▣ Soutien aux actions de promotion et de développement touristique
Accueil, information, promotion touristique du territoire intercommunal dans le cadre d'un Office de Tourisme

Intérêt communautaire

Actions de développement économique

L'aménagement et l'entretien de la zone de la Basse Bruyère à Luzarches restant de la compétence de la commune.

- ▣ Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques

Compétences optionnelles

▣ Elimination et valorisation des déchets ménagers et déchets assimilés

▣ Protection et mise en valeur de l'environnement

- ▣ Mise en œuvre d'un plan paysage, Information et éducation en matière de patrimoine local, lutte contre les nuisances sonores

▣

- ▣ Soutien aux communes pour les opérations de nettoyage et de mise en valeur de l'environnement

▣

▣

▣

▣ Politique du logement social d'intérêt communautaire

- ▣ Mise en œuvre d'opérations programmées pour l'amélioration de l'habitat destinées à favoriser la mise sur le marché de logements locaux à loyer conventionné pour les jeunes déshabitants et/ou les familles modestes

- ▣ Acquisition, réhabilitation dans le parc immobilier existant, sur décision communale. Exercice de tout droit de préemption, sur délégation communale

▣ Voirie

- ▣ Réfection en surface de la bande de roulement de voies communales d'intérêt communautaire

- ▣ Voirie

Intérêt communautaire

Voirie

Bellefontaine : CVO n°1 de Bellefontaine à Pulseux-en-France.

Chatenay-en-France : Rue de la Libération ; CV de Châtenay-en-France à Fontenay-en-Parisis.

Chaumontel : Rue de Paris depuis la limite communale avec Luzarches jusqu'à l'intersection avec la Route de Baillon (rond-point) ; Chemin rural n° 12 de Chaumontel à Luzarches ; Route de Baillon du n° 104 au 128 (ferme de Bertinval).

Epinay-Champlâtreux : ancienne Route Nationale 16 ; CVO n° 2 de Champlâtreux à Lassy.

Jagny-sous-Bols : Chemin rural n° 6 ; Chemin des Patis.

Lassy : CV n° 2 d'Epinay-Champlâtreux à Lassy, hors zone agglomérée depuis la sortie du village jusqu'à la limite communale avec Epinay-Champlâtreux ; Chemin du Four à Chaux.

Le Plessis-Luzarches : CV n° 2 depuis la sortie du village jusqu'à la limite communale avec Bellefontaine ; CV n° 3 depuis l'intersection avec la D47 jusqu'à l'extrémité de la route de Jagny ; Chemin du Four à Chaux.

Luzarches : Avenue du Maréchal Joffre depuis l'intersection avec le CD 922 dite Route des Bruyères jusqu'à la limite communale avec Chaumontel ; CV n° 4 de Viarnes à Baillon ; Chemin rural de Luzarches à Chaumontel.

Mareil-en-France : CV n° 5 depuis l'intersection avec les rues de la Fontaine et Montguichet jusqu'à l'intersection avec la D316.

Villers-le-Sec : Chemin d'Epinay depuis l'intersection avec le Chemin de l'Homme mort jusqu'au cimetière.

▣ Aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels

Intérêt communautaire

Aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels

Les bibliothèques-médiathèques à rayonnement intercommunal.

Compétences facultatives

■ Action sociale

■ En faveur des personnes âgées

Gestion du service de portage de repas à domicile ; participation au réseau gérontologique Automne ; participation au transport des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées au centre d'accueil de jour de Luzarches

■ En faveur des personnes ayant fait l'objet de mesures de justice

Accueil des publics devant effectuer des TIG en partenariat avec le service pénitentiaire d'insertion et de probation du Val d'Oise

■ Action sociale en faveur des enfants

Soutien aux communes pour les activités liées aux relais assistantes maternelles (RAM), préalablement reconnus par le Conseil Général du Val d'Oise

■ En faveur des personnes éloignées de l'emploi

Création et gestion d'une antenne de la maison de l'emploi couvrant le bassin d'emplois de Gonesse, Goussainville, de la communauté de communes de Roissy Portes de France et de la communauté de communes du Pays de France

■ Actions en faveur de la sécurité

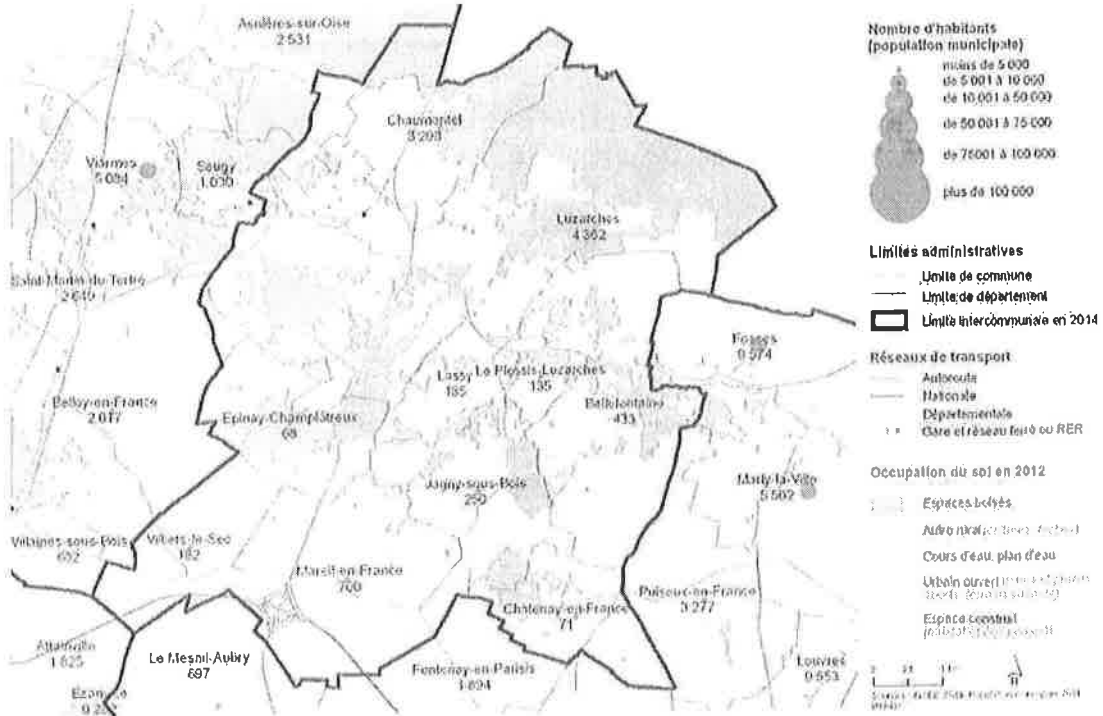
■ Création et gestion d'une brigade Intercommunale de gardes champêtres assermentés et/ou d'une police Intercommunale

Les polices municipales de Luzarches et Chaumontel ne sont pas transférées à la communauté de communes et restent de la compétence des communes

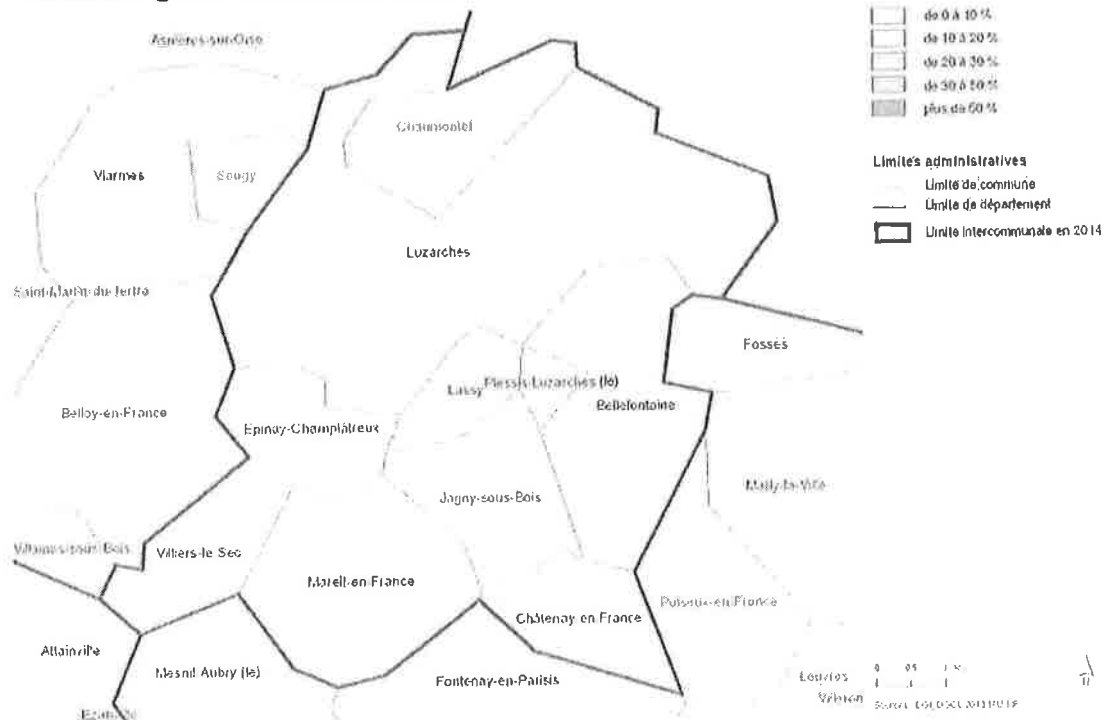
Atlas cartographique

Les cartes ci-dessous présentent le périmètre de la communauté au 01/01/2015.

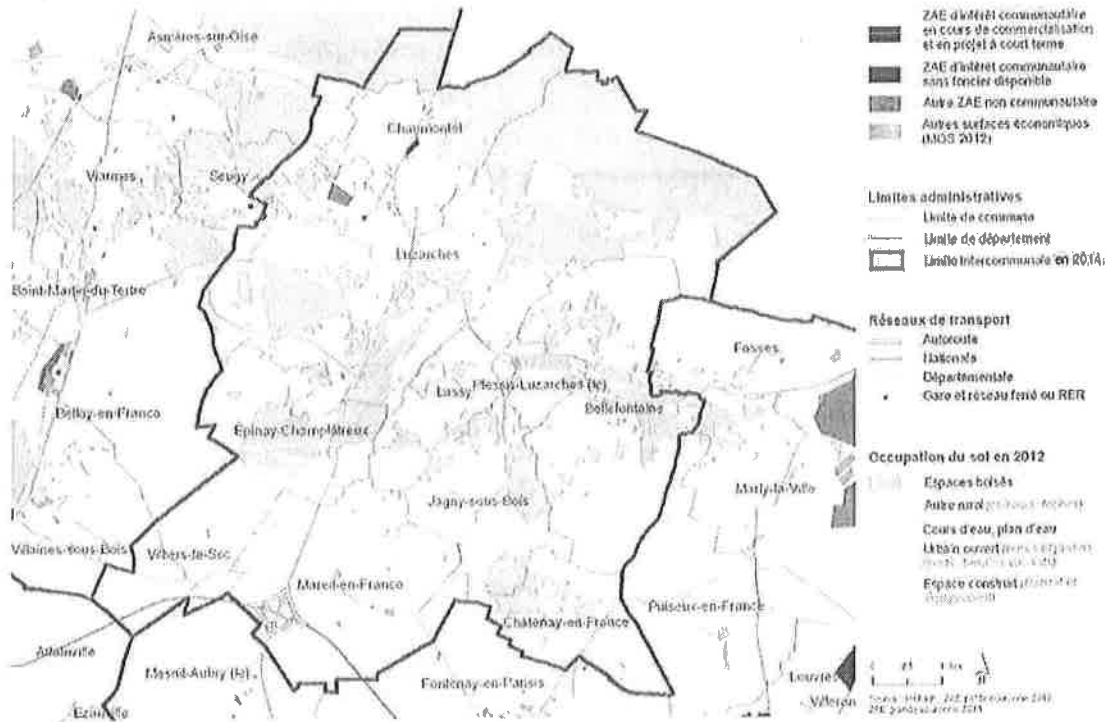
Population en 2011



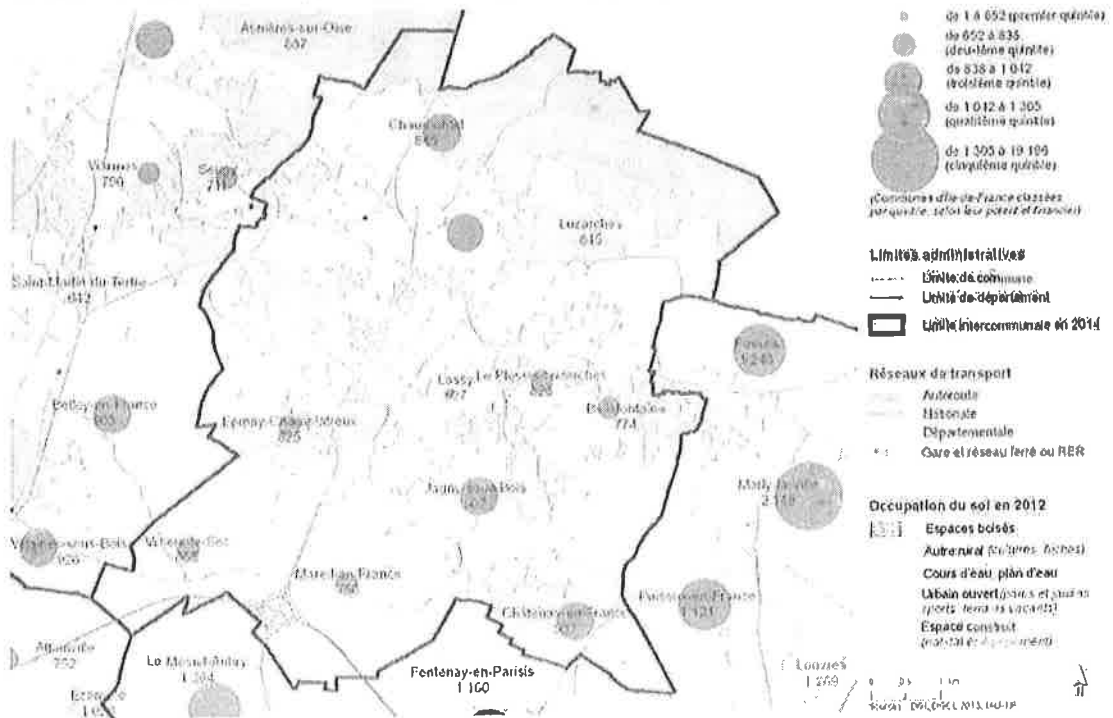
Taux de logements sociaux en 2012



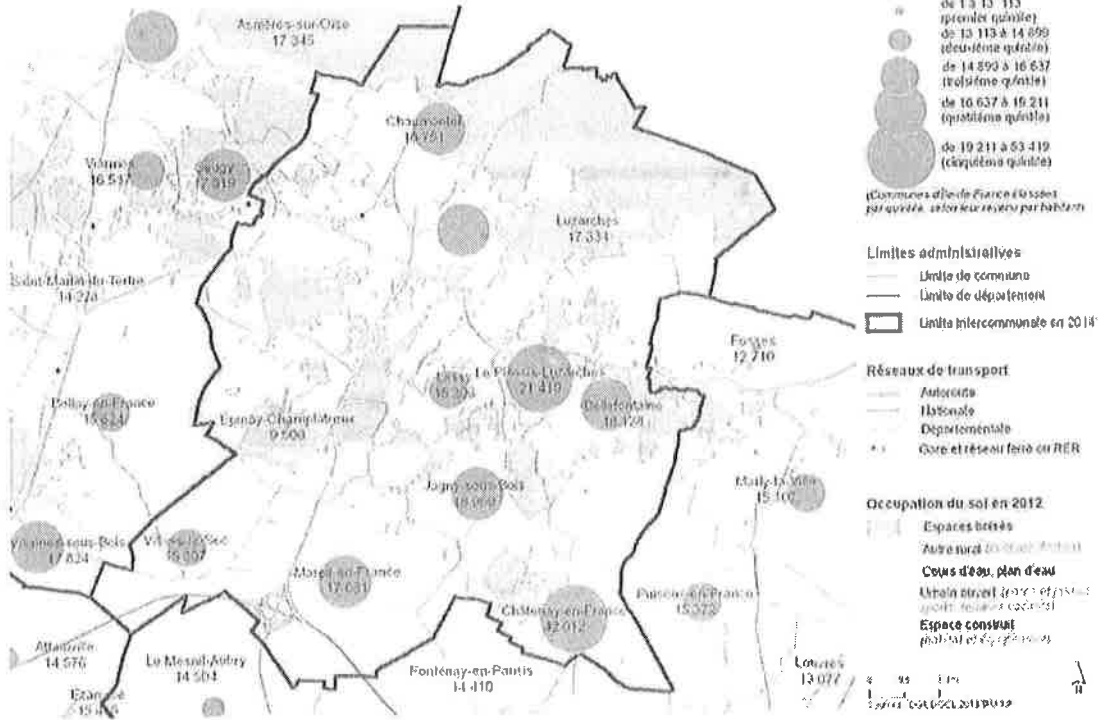
Zones d'activités économiques en 2012/2013



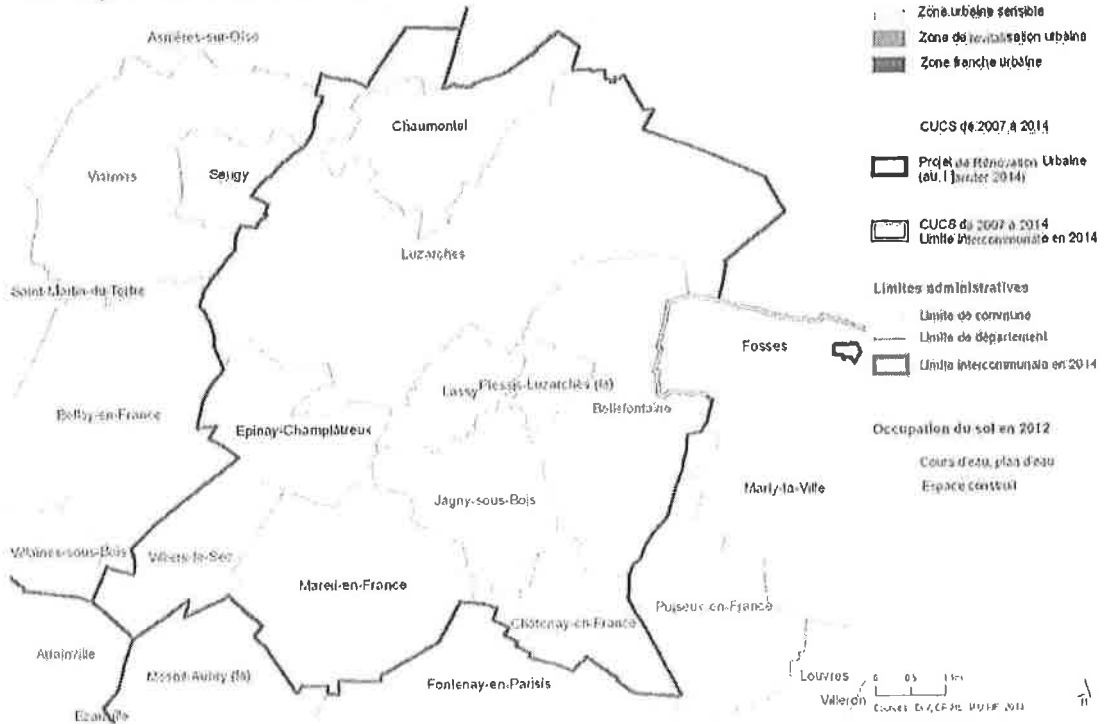
Potentiel financier en 2012 (en Euros par habitant)



Revenu des ménages en 2011 (en Euros par habitant)



Politique de la ville en 2013



Liste des SIVU et SIVOM du Val-d'Oise	Nature juridique
1 SYNDICAT DE COMMUNES POUR L'ETUDE, LA REALISATION ET LA GESTION D'INSTALLATIONS SPORTIVES ET AUTRES	SIVOM
2 S.I. A Vocation multiple de SAINT-GRATIEN - SANNOIS	SIVU
3 S.I. D'ETUDES ET DE REALISATIONS A Vocation multiple de la REGION DE VIARMES	SIVOM
4 S.I. A Vocation multiple de VIARMES - ASMIERES-SUR-OISE	SIVOM
5 S.I. A Vocation multiple de FOSSIES ET MARLY-LA-VILLE (S.I.F.O.M.A.)	SIVOM
6 S.I. D'AMENAGEMENT RURAL (S.I.A.R.)	SIVOM
7 S.I. D'ERMONT ET D'EAUBONNE	SIVU
8 S.I. DE LA BRIGADE DE GENDARMERIE DE MARINES	SIVU
9 S.I. DE TRANSPORT SCOLAIRE ATTAINVILLE - MOISELLES	SIVU
10 S.I. D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA VALLEE DE CHAUVRY	SIVU
11 S.I. POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PONTOISE (S.I.A.R.P.)	SIVU
12 S.I. D'AMENAGEMENT DU BASSIN DE CYSEUX ET SES AFFLUENTS (S.I.A.R.Y. ET AFFLUENTS)	SIVU
13 S.I. DE REALISATION ET DE GESTION DES EQUIPEMENTS SPORTIFS POUR LE C.E.S. LE L.P. ET LA COMMUNE DE MONTSOULT	SIVU
14 S.I. DU BASSIN DE L'ESCHES (S.I.B.E.)	SIVU
15 S.I. DE LA VALLEE DU RU DE PRESLES	SIVU
16 S.I. DE L'EAU ET DU GAZ	SIVU
17 S.I. DES EAUX DE MOURS - NONTEL ET PRESLES	SIVU
18 S.I. D'ASSAINISSEMENT DE PERSAN, BEAUMONT-SUR-OISE ET ENVIRONS (SIADP)	SIVU
19 S.I. D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE CORMEILLES-EN-PARISIS (S.I.A.R.C.)	SIVU
20 S.I. POUR LA CONSTRUCTION DU C.E.S. DE NEZANT DE SAINT-GRICE - CROSLAY	SIVU
21 S.I. DE CHAUFFAGE DE SANNOIS - ERMONT - FRANCONVILLE	SIVU
22 S.I. DE LA PISCINE DE L'ISLE-ADAM - PARMAN (S.I.P.I.A.P.)	SIVU
23 S.I. POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU SAUSSERON	SIVU
24 S.I. POUR LE DEVELOPPEMENT DU SPORT DANS LES VALLÉES DE L'OISE ET DU SAUSSERON (S.I.S.V.O.S.)	SIVU
25 S.I. POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PARMAN - L'ISLE-ADAM (S.I.P.I.A.)	SIVU
26 S.I. D'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'OISE SUR (S.I.A.V.O.S.)	SIVU
27 S.I. D'ADUCTION D'EAU POTABLE DE L'EPINE DU BUC	SIVU
28 S.I. POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE L'ISLE-ADAM	SIVU
29 S.I. POUR LA CONSTRUCTION DU LYCEE DE LUZARCHES	SIVU
30 S.I. POUR L'ECOLE ALAIN FOURNIER	SIVU
31 S.I. D'INTERET SCOLAIRE DE BUIHY, LA CHAPELLE-EN-VEXIN ET MONTREUIL-SUR-EPTE	SIVU
32 S.I. D'ASSAINISSEMENT D'ARTHIES - MAUDETOUT-EN-VEXIN	SIVU
33 S.I. D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE MONTSOULT	SIVU
34 S.I. POUR L'ETUDE ET L'AMENAGEMENT DE LA BUTTE PINSON (S.I.E.A.R.P.)	SIVU
35 S.I. DE FREPIILLON - BESSANCOURT POUR LE C.E.S.	SIVU
36 S.I. DU TERRAIN DE SPORTS DES ILES	SIVU
37 S.I. D'EXPLOITATION DES CHAMPS CAPTANTS D'ASMIERES-SUR-OISE (S.I.F.C.C.A.O.)	SIVU
38 S.I. DE TRANSPORT D'ÉLÈVES DES SECTEURS SCOLAIRES DE BEAUMONT-SUR-OISE ET L'ISLE-ADAM	SIVU
39 S.I. DU MARAIS DE FROCUKT	SIVU
40 S.I. ET INTERDEPARTEMENTAL DES EAUX DE BRAY-ET-LU	SIVU
41 S.I. DES EAUX DE LA SOURCE DE SAINT ROMAIN	SIVU
42 S.I. DU BASSIN VERSANT DE L'AUBETTE DE MEULAN	SIVU
43 S.I. DE LA PISCINE DES BUSSYS	SIVU
44 S.I. DES EAUX DENNIERY - LIVILLIERS - HEROUVILLE	SIVU
45 S.I. POUR L'EXTENSION DU LYCEE VAN GOGH ET LA CONSTRUCTION DU L.P. G. EIFFEL D'ERMONT	SIVU
46 S.I. DU C.E.S. ECOUEN - EZANVILLE	SIVU
47 S.I. POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LES BASSINS DE LA THEVE ET DE L'YSEUX (S.I.C.T.E.U.B.)	SIVU
48 S.I. DU BASSIN VERSANT DE L'AUBETTE	SIVU
49 S.I. D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE MAGNY-EN-VEXIN - LA CHAPELLE-EN-VEXIN - SAINT-GERVAIS	SIVU
50 S.I. DE VOIRIE ENTRETEN MOBILIER ET MOBILIER (S.I.V.E.M.)	SIVU
51 S.I. D'ELECTRICITE ET DES RESEAUX DE CABLES DU VEXIN (S.I.E.R.C.)	SIVU
52 S.I. DES COLLEGES DES GANTONS DE MARINES ET VIGNY	SIVU
53 CENTRE NAUTIQUE INTERCOMMUNAL A MONTMORENCY	SIVU
54 S.I. DE TRANSPORT D'ÉLÈVES DU VEXIN (S.I.T.E.V.)	SIVU
55 S.I. DES EAUX DE LA VALLEE DE L'AUBETTE	SIVU
56 S.I. POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LE BASSIN DU SAUSSERON	SIVU
57 S.I. D'ADUCTION D'EAU POTABLE DE BELLEFONTAINE	SIVU
58 S.I. EN VUE DE L'AGRANDISSEMENT ET DE LA GESTION DU STADE DE DEUIL-LA-BARRE	SIVU
59 S.I. D'ETUDES ET DE GESTION POUR LA PROMOTION DES ESPACES NATURELS SENSIBLES (S.I.E.G.E.N.S.)	SIVU
60 S.I. DE MUSIQUE DU VEXIN ET DU VAL DE L'OISE (S.I.M.V.V.O.)	SIVU
61 S.I. POUR LA PLAINE DE LOISIRS DES COMMUNES D'ARGENTEUIL, REZONS, COLOMBES	SIVU
62 S.I. D'INTERET SCOLAIRE DE COURCILLIERS-SUR-VIOSNE, MONTGEROULT	SIVU
63 S.I. D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'ARRONVILLE-BERVILLE	SIVU
64 S.I. POUR L'ETUDE, LA REALISATION ET LA GESTION D'UN PARC DE STATIONNEMENT A LA GARE DE SURVILLIERS-FOSSIES	SIVU
65 S.I. POUR LA GESTION DU C.E.S. DE LUZARCHES	SIVU
66 S.I. DE GESTION DES ECOLES DE LA ROCHE GUYON (S.I.G.F.L.)	SIVU
67 S.I. POUR L'ETUDE ET LA CREATION DE TRANSPORTS URBAINS	SIVU
68 S.I. D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE NORD-ECOUEV	SIVU
69 S.I. DES EAUX DE VILLERS-EN-ARTHIES, CHAUSSY, CHERENCE	SIVU
70 S.I. VILLIERS-LE-BELGONNESSE POUR LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION DE CHALEUR	SIVU
71 S.I. D'ETUDES ET DE REALISATION D'EQUIPEMENTS D'INTERET GENERAL ANDRE MESSAGIER	SIVU
72 S.I. DE LA VALLEE DU RU DU MONTUBOIS	SIVU
73 S.I. DU BASSIN VERSANT DE LA VALLEE DU RUY	SIVU
74 S.I. POUR LA CONSTRUCTION ET LA GESTION D'UN PARKING DE LIAISON D'INTERET REGIONAL A LA GARE D'ECOUEV - EZANVILLE	SIVU
75 S.I. D'INTERET SCOLAIRE DE L'ABBAYE, FROUVILLE, HEDOUVILLE	SIVU
76 S.I. D'INTERET SCOLAIRE DE GENICOURT, HEROUVILLE, LIVILLIERS	SIVU
77 S.I. DE REGROUPEMENT SCOLAIRE D'AMBLEVILLE, HODENT, OMERVILLE	SIVU
78 S.I. D'INTERET SCOLAIRE DE VIENNE-EN-ARTHIES, SAINT-CYR-EN-ARTHIES ET VILLERS-EN-ARTHIES	SIVU
79 S.I. DE TRANSPORT DES TROIS FORETS	SIVU
80 S.I. DU LYCEE CAMILLE SAINT-SAENS A DEUIL-LA-BARRE	SIVU
81 S.I. DES PARCS DE STATIONNEMENT DE LA GARE DE BUTRY-SUR-OISE - VALMONDOIS	SIVU
82 S.I. DE REGROUPEMENT SCOLAIRE DE BREANCON, LE HEAULME, NEUILLY-EN-VEXIN	SIVU
83 S.I. DE PROGRAMMATION, DE GESTION ET DE REALISATION DU MARAIS DU RABAIS	SIVU
84 S.I. DE LA SOURCE DE BERVAL	SIVU
85 S.I. DE REGROUPEMENT SCOLAIRE DE CLIRY-FN-VFXIN - THEMERICOURT - VIGNY	SIVU
86 S.I. ET INTERDEPARTEMENTAL SEINE-EPTE	SIVU
87 S.I. POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DE LA VIOSNE	SIVU
88 S.I. D'INTERET SCOLAIRE D'ARTHIES - BANTHELU - CLERY-EN-VEXIN - WY-DIT-JOUVILLAGE	SIVU
89 S.I. DU LYCEE DE DOMONT	SIVU
90 S.I. D'ASSAINISSEMENT AUTONOME	SIVU
91 S.I. D'INTERET SCOLAIRE BRIGNANCOURT-SANTEUIL	SIVU
92 S.I. BERNES-SUR-OISE - BRUYERES-SUR-OISE (S.I.B.B.)	SIVU
93 S.I. DE REGROUPEMENT SCOLAIRE DE BETHEMONT-LA-FORET ET CHAUVRY	SIVU
94 S.I. DES EAUX DU VAL DE VIOSNE	SIVU
95 S.I. DE REGROUPEMENT PEDAGOGIQUE DE BERVILLE ET HARAVILLIERS	SIVU
96 S.I. POUR LA CONSTRUCTION ET LA GESTION DU GROUPE SCOLAIRE JEAN JAURES	SIVU

Liste des Syndicats mixtes du Val-d'Oise

S.MIXTE POUR LA GESTION DE LA FOURRIERE ANIMALE DU VAL D'OISE (S.M.G.F.A.V.O.)
S.MIXTE POUR L'ETUDE, LA CREATION ET LA GESTION D'UN EQUIPEMENT NAUTIQUE
S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES VALLEES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE
S.MIXTE POUR LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS DENOMME AZUR
S.MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION D'ENGHEN-LES-BAINS (S.I.A.R.E.)
S.MIXTE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DE LA REGION DE L'ISLE-ADAM (S.I.C.T.O.M.I.A.) TRI-OR
S.MIXTE D'ETUDES ET DE REALISATIONS DU PAYS DE FRANCE
S.MIXTE POUR L'ASSAINISSEMENT DU VAL NOTRE-DAME
S.MIXTE D'ETUDES ET DE REALISATIONS D'EQUIPEMENTS D'INTERET GENERAL DE LA VALLEE DE MONTMORENCY (S.I.E.R.E.I.G.)
S.MIXTE TRI-ACTION
S.MIXTE DE RAMASSAGE ET DE TRAITEMENT DES ORDURES MENAGERES DU VEXIN (S.M.I.R.T.O.M. DU VEXIN)
S.MIXTE POUR LA GESTION ET L'INCINERATION DES DECHETS URBAINS DE LA REGION DE SARCELLES (S.I.G.I.D.U.R.S.)
S.MIXTE D'ETUDES ET DE PROGRAMMATION DE L'OUEST DE LA PLAINE DE FRANCE
S.MIXTE D'ETUDES ET DE REALISATION DU CONTRAT DE LA VALLEE DU SAUSSERON (S.M.E.R.C.V.S.)
S.MIXTE POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES DECHETS DE LA VALLEE DE MONTMORENCY DENOMME SYNDICAT EMERAUDE
S.MIXTE DEPARTEMENTAL D'ELECTRICITE, DU GAZ ET DES TELECOMMUNICATIONS DU VAL D'OISE (S.M.D.E.G.T.V.O.)
S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT DE LA PLAINE DE PIERRELAZE - BESSANCOURT AUTOUR D'UN PROJET DE NOUVELLE FORÊT
S.MIXTE OUVERT VAL D'OISE NUMERIQUE
S.MIXTE D'ETUDES, D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE LA BASE DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
S.MIXTE D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
S.MIXTE POUR L'ENTRETIEN, LA PROTECTION ET L'AMENAGEMENT DES BERGES DE L'OISE

Compétences Exercées par les syndicats de communes en Val-d'Oise	SIVU	SIVOM	Total
Electricité, Gaz	1	-	1
Hydraulique	-	-	-
Chauffage urbain	2	-	2
Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE)	-	-	-
Autres énergies	-	-	-
Eau (Traitement, Adduction, Distribution)	17	-	17
Assainissement collectif	18	-	18
Assainissement non collectif	8	-	8
Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés	-	-	-
Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés	-	-	-
Lutte contre les nuisances sonores	-	-	-
Qualité de l'air	6	2	8
Autres actions environnementales	-	-	-
Création, suppression, extension, translation des cimetières et sites cinéraires	-	-	-
Crématorium	-	-	-
Service extérieur de Pompes funéraires	-	-	-
Aide sociale facultative	-	-	-
Activités sanitaires	-	-	-
Action sociale	-	-	-
Centre intercommunal d'action sociale (CIAS)	-	-	-
Géoparcours contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale	-	-	-
Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE)	-	-	-
Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS)	-	-	-
Rénovation urbaine (ANRU)	-	-	-
Crimes intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance	-	-	-
Contrat local de sécurité transports	-	-	-
Recherche, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique	-	-	-
Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités portuaire ou aéroporuaire	-	-	-
Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)	-	-	-
Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs	4	3	7
Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs	11	4	15
Etablissements scolaires	21	2	23
Activités périscolaires	14	3	17
Actions de soutien à l'enseignement supérieur	-	-	-
Activités culturelles ou socioculturelles	2	-	2
Activités sportives	2	-	2
Schéma de cohérence territoriale (SCOT)	-	-	-
Schéma de secteur	-	-	-
Plans locaux d'urbanisme	-	-	-
Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)	-	-	-
Constitution de réserves foncières	-	-	-
Organisation des transports urbains	2	-	2
Transport scolaire	16	3	19
Organisation des transports non urbains	-	-	-
Mise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme	-	-	-
Plans de déplacement urbains	-	-	-
Etudes et programmation	1	-	1
Déclaration des autorisations d'occupation du sol (Permis de construire...)	2	-	2
Création, aménagement, entretien de la voirie	2	1	3
Signalisation	-	-	-
Parcs de stationnement	3	-	3
Tourisme	-	-	-
Théâtralisation	-	-	-
Programme local de l'habitat	-	-	-
Politique du logement non social	1	-	1
Politique du logement social	-	-	-
Politique du logement étudiant	-	-	-
Action et aide financière en faveur du logement social d'intérêt communautaire	-	-	-
Action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire	-	-	-
Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)	-	-	-
Amélioration du parc immobilier de l'intérêt communautaire	-	-	-
Droit de préemption urbain (DPU) pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat	-	-	-
Actions de réhabilitation et réinsertion de l'habitat insalubre	-	-	-
Dérogations des aides à la pierre (Article 61 - Loi LRU)	-	-	-
Ports	-	-	-
Aérodromes	-	-	-
Voies navigables	-	1	1
Eclairage public	-	-	-
Parcs cyclables	-	-	-
Abattoirs, abattoirs-marchés et marchés d'intérêt national, halles, bores	-	-	-
Préparation et réalisation des statistiques de recensement de la population	-	-	-
Préparation et fonctionnement des Pays	-	-	-
Gestion du personnel (policiers-municipaux et garde-champêtre...)	9	-	9
Acquisition en commun de matériel	12	-	12
Gestion d'un centre de secours	-	-	-
Infrastructure de télécommunication (téléphone mobile...)	-	-	-
NTIC (Internet, câble...)	1	-	1
Réalisation d'aire d'accueil ou de terrains de passage des petits voyageurs	-	-	-
Archives	-	-	-
Autres	1	1	2
Total	153	20	173

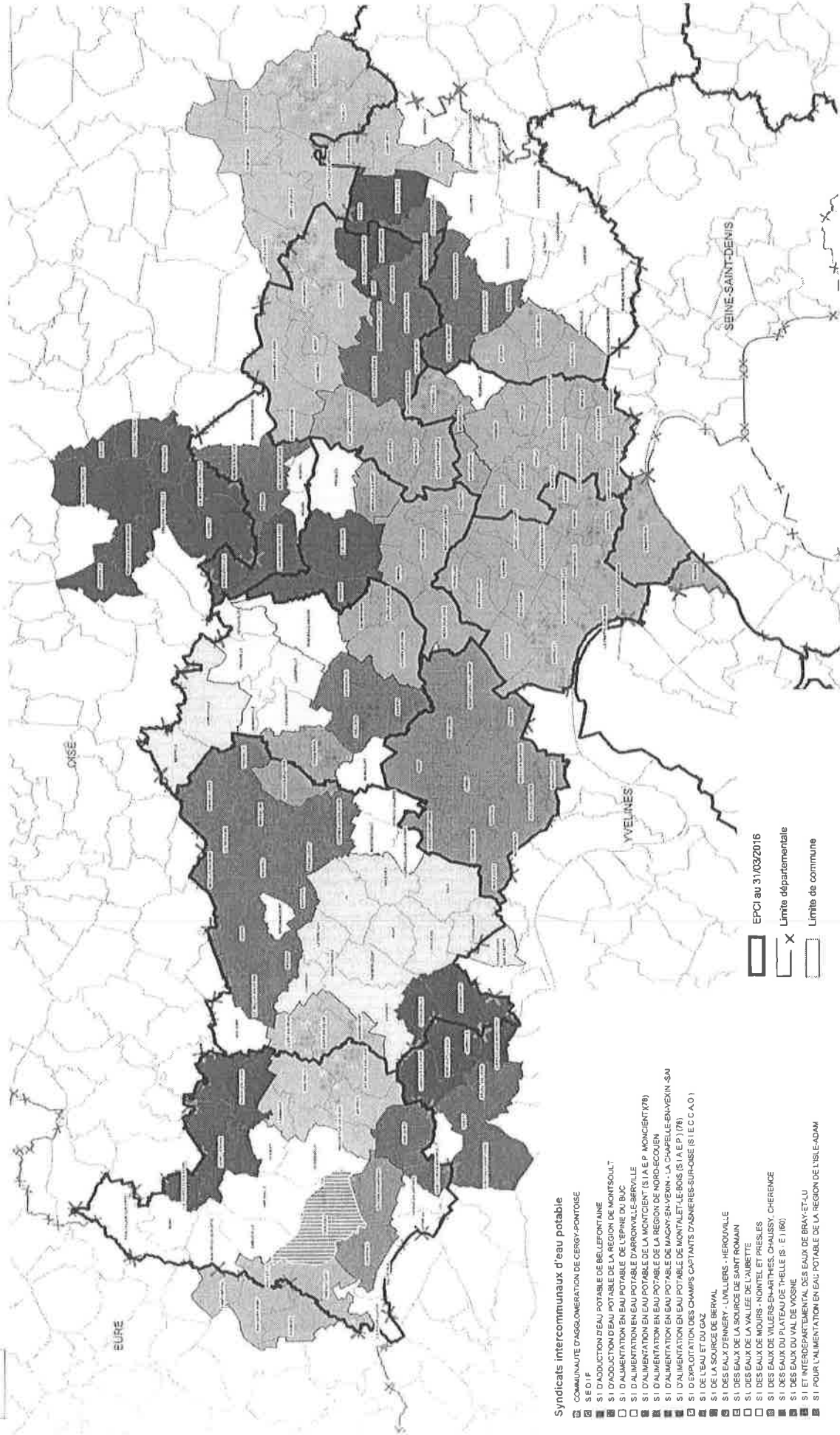
Source : DGCL, BANATIC mise à jour le 01/10/2015

Compétences exercées par les syndicats mixtes

	Syndicat mixte fermé	Syndicat mixte ouvert	Total
Electricité, Gaz	1	-	1
Hydraulique	-	-	-
Chauffage urbain	-	-	-
Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie (MDE)	1	-	1
Autres énergies	-	-	-
Eau (Traitement, Adduction, Distribution)	3	-	3
Assainissement collectif	-	-	-
Assainissement non collectif	6	-	6
Collecte des déchets des ménages et déchets assimilés	6	-	6
Traitement des déchets des ménages et déchets assimilés	-	-	-
Lutte contre les nuisances sonores	-	-	-
Qualité de l'air	-	3	3
Autres actions environnementales	-	-	-
Création, suppression, extension, transition des cimetières et sites cinéraires	-	-	-
Crematorium	-	-	-
Service extérieur de Pompes funèbres	-	-	-
Aide sociale facultative	1	-	1
Activités sportives	-	-	-
Action sociale	-	-	-
Centre inter-communal d'action sociale (CIAS)	-	-	-
Opérations contractuelles de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale	-	-	-
Plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE)	-	-	-
Concert urban de cohésion sociale (CUES)	-	-	-
Rénovation urbaine (ANRU)	-	-	-
Carnet intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance	-	-	-
Concert local de sécurité transports	-	-	-
Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale ou touristique	-	-	-
Création, aménagement, entretien et gestion de zone d'activités portuaire ou aéroportuaire	-	-	-
Action de développement économique (Soutien des activités industrielles, commerciales ou de l'emploi, Soutien des activités agricoles et forestières...)	1	-	1
Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements culturels, socioculturels, socio-éducatifs	2	1	3
Construction ou aménagement, entretien, gestion d'équipements ou d'établissements sportifs	1	-	1
Etablissements scolaires	-	-	-
Activités périscolaires	-	-	-
Actions de soutien à l'enseignement supérieur	-	-	-
Activités culturelles ou socioculturelles	-	-	-
Activités sportives	1	-	1
Schéma de cohésion territoriale (SCOT)	1	-	1
Schéma de secteur	-	-	-
Plans locaux d'urbanisme	-	-	-
Création et réalisation de zone d'aménagement concertée (ZAC)	-	-	-
Contribution de réserves foncières	1	-	1
Organisation des transports urbains	1	-	1
Transport scolaire	1	-	1
Organisation des transports non urbains	-	-	-
Étude de consultation d'un programme d'aménagement d'environnement et détermination des secteurs d'aménagement au sens du code de l'urbanisme	-	-	-
Plans de déplacement urbains	2	1	3
Études et programmation	-	-	-
Déclaration des autorisations d'occupation du sol (Permis de construire...)	-	-	-
Création, aménagement, entretien de la voirie	-	-	-
Signalisation	-	-	-
Parcs de stationnement	-	-	-
Tourisme	-	-	-
Humainisme	-	-	-
Programme local de l'habitat	-	-	-
Politique du logement non social	-	-	-
Politique du logement social	-	-	-
Politique du logement étudiant	-	-	-
Action et aide financières au faveur du logement social d'intérêt communautaire	-	-	-
Action en faveur du logement des personnes défavorisées par des opérations d'intérêt communautaire	-	-	-
Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH)	-	-	-
Amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire	-	-	-
Unité de perception urbain (EPU) pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat	-	-	-
Actions de réhabilitation et rénovation de l'habitat socialisé	-	-	-
Dérogations des aires à la pierre (article 61 - Loi LRU)	-	-	-
Ports	-	-	-
Avionneuses	-	-	-
Voies navigables	-	-	-
Éclairage public	-	-	-
Phares cyclistes	-	-	-
Abattoirs, abattoirs-marchés et marchés d'intérêt national, halles, foires	-	-	-
Évaluation et réalisation des souhaits de recensement de la population	-	-	-
Préparation et fonctionnement des Pays	-	-	-
Gestion de personnel (postiers-marquages et garde-champêtre...)	-	-	-
Accueil en centre de nuit	1	-	1
Gestion d'un centre de secours	-	-	-
Infrastructure de télécommunication (téléphonie mobile...)	1	-	1
OTIC Internet, câble	-	1	1
Réalisation d'itin d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage	-	-	-
Archives	-	1	1
Audits	-	-	-
Total	31	7	38

Source : DGCL, BANATIC mise à jour le 01/10/2015

Syndicats des eaux potables



- Syndicats intercommunaux d'eau potable**
- ☐ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERSEY-PONTOISE
 - ☐ S E O I F
 - ☐ S1 D'ADDITION D'EAU POTABLE DE BELLEFONTAINE
 - ☐ S1 D'ADDITION D'EAU POTABLE DE LA REGION DE MONTSOULT
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE L'EPINE DU BUC
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE D'ARRONVILLE-BERVILLE
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA MONTICENT (S I A E P MONTICENT)(78)
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE NORD-ECOUEN
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE MAGNY-EN-VEVIN - LA CHAPELLE-EN-VEVIN - SM
 - ☐ S1 D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE MONTALET-LE-BOIS (S I A E P 178)
 - ☐ S1 D'EXPLOITATION DES CHAMPS CAPTANTS D'ASNIERES-SUR-ORSE (S I E C C A O 1)
 - ☐ S1 DE L'EAU ET DU GAZ
 - ☐ S1 DE LA SOURCE DE BERVAL
 - ☐ S1 DES EAUX D'ENNERY - LIVILLIERS - HEROUVILLE
 - ☐ S1 DES EAUX DE LA SOURCE DE SAINT ROMAIN
 - ☐ S1 DES EAUX DE LA VALLEE DE LAUBETTE
 - ☐ S1 DES EAUX DE MOURS - NIMTEL ET PRESLES
 - ☐ S1 DES EAUX DE VILLERS-SUR-ARTHES, CHAUSSEY, CEREMEE
 - ☐ S1 DES EAUX DU PLATEAU DE THELLE (S I E 100)
 - ☐ S1 DES EAUX DU VAL DE VOISINS
 - ☐ S1 D'INTERCOMMUNAL DES EAUX DE BRAY-ET-LU
 - ☐ S1 POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA REGION DE L'ISLE-ADAM

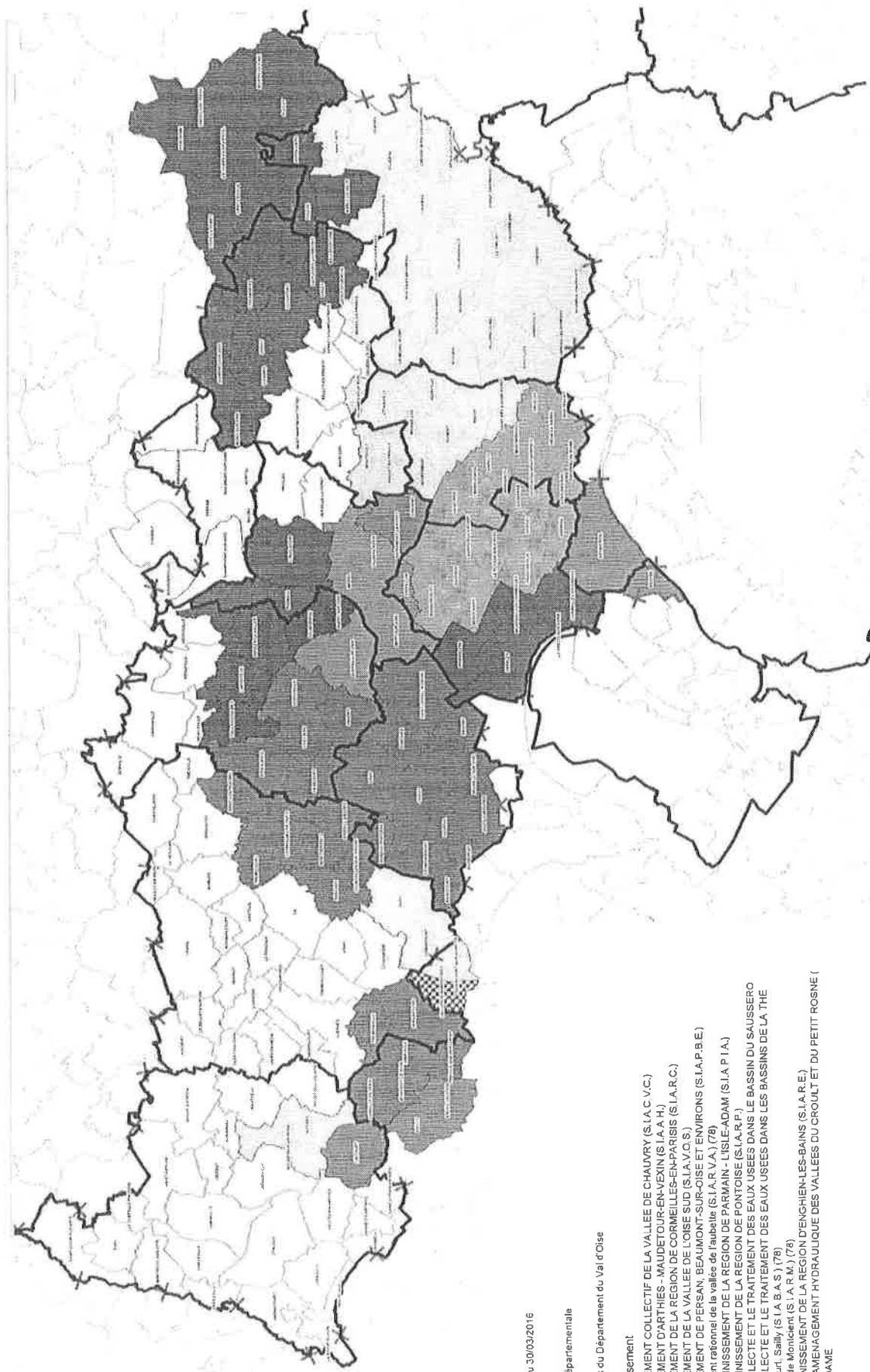
- ☐ EPCI au 31/03/2016
- ☒ X Limite départementale
- ☐ Limite de commune



N° 15_10_2394



SYNDICATS D'ASSAINISSEMENT DU VAL D'OISE



EPCI au 30/03/2016

limite départementale

Communes du Département du Val d'Oise

Syndicats d'assainissement

- S.I. D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA VALLEE DE CHAUVRY (S.I.A.C.V.C.)
- S.I. D'ASSAINISSEMENT D'ARTHIES - MAUDOUR-EN-VEXIN (S.I.A.H.)
- S.I. D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE CORMELLES-EN-PARISIS (S.I.A.R.C.)
- S.I. D'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'OISE SUD (S.I.A.V.O.S.)
- S.I. D'ASSAINISSEMENT DE PERSAN, BEAUMONT-SUR-OISE ET ENVIRONS (S.I.A.P.B.E.)
- S.I. d'assainissement rationnel de la vallée de l'aubette (S.I.A.V.A.) (78)
- S.I. POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PARMAIN - LISLE-ADAM (S.I.A.P.I.A.)
- S.I. POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PONTOISE (S.I.A.R.P.)
- S.I. POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LE BASSIN DU SAUSSERO
- S.I. POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LES BASSINS DE LA THE
- S.I.A. Breuil Ancourt, Sully (S.I.A.B.A.S.) (78)
- S.I.A. de la région de Monciet (S.I.A.R.M.) (78)
- S.MIXTE D'ASSAINISSEMENT DE LA REGION D'ENGHIEN-LES-BAINS (S.I.A.R.E.)
- S.MIXTE POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DES VALLEES DU CROULT ET DU PETIT ROSNE (S.I.A.V.N.D.A.M.E.)

Sources : SIGA-BOTOPO@2014 ; DDT95 ;

ASPIC Préfecture 95

Auteur : DDT95 - BVAT/FG

Date : 12 novembre 2015

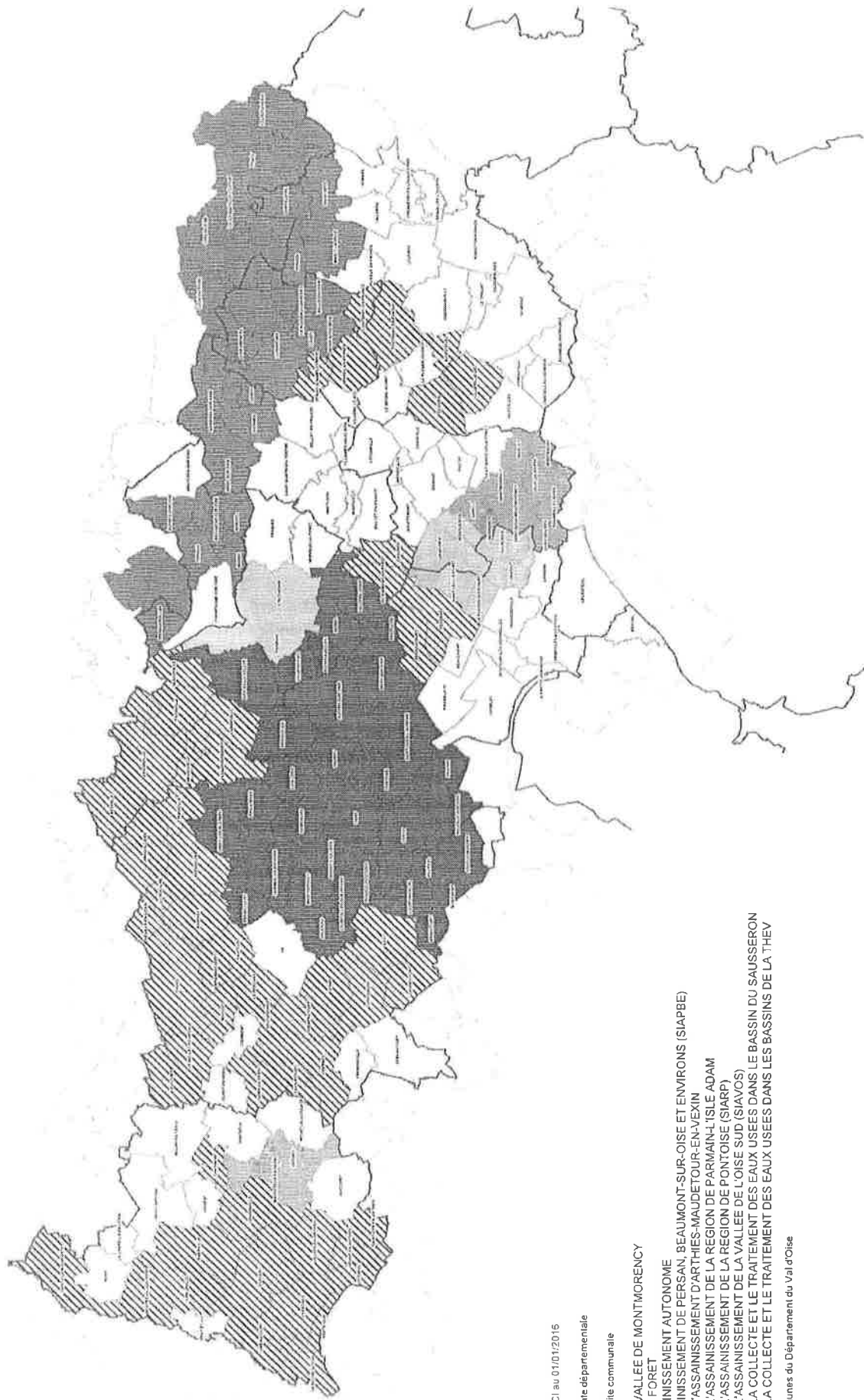
4 0 4 8

Kilomètres

N° 15_10_2393



Syndicats d'assainissement non collectifs du Val d'Oise

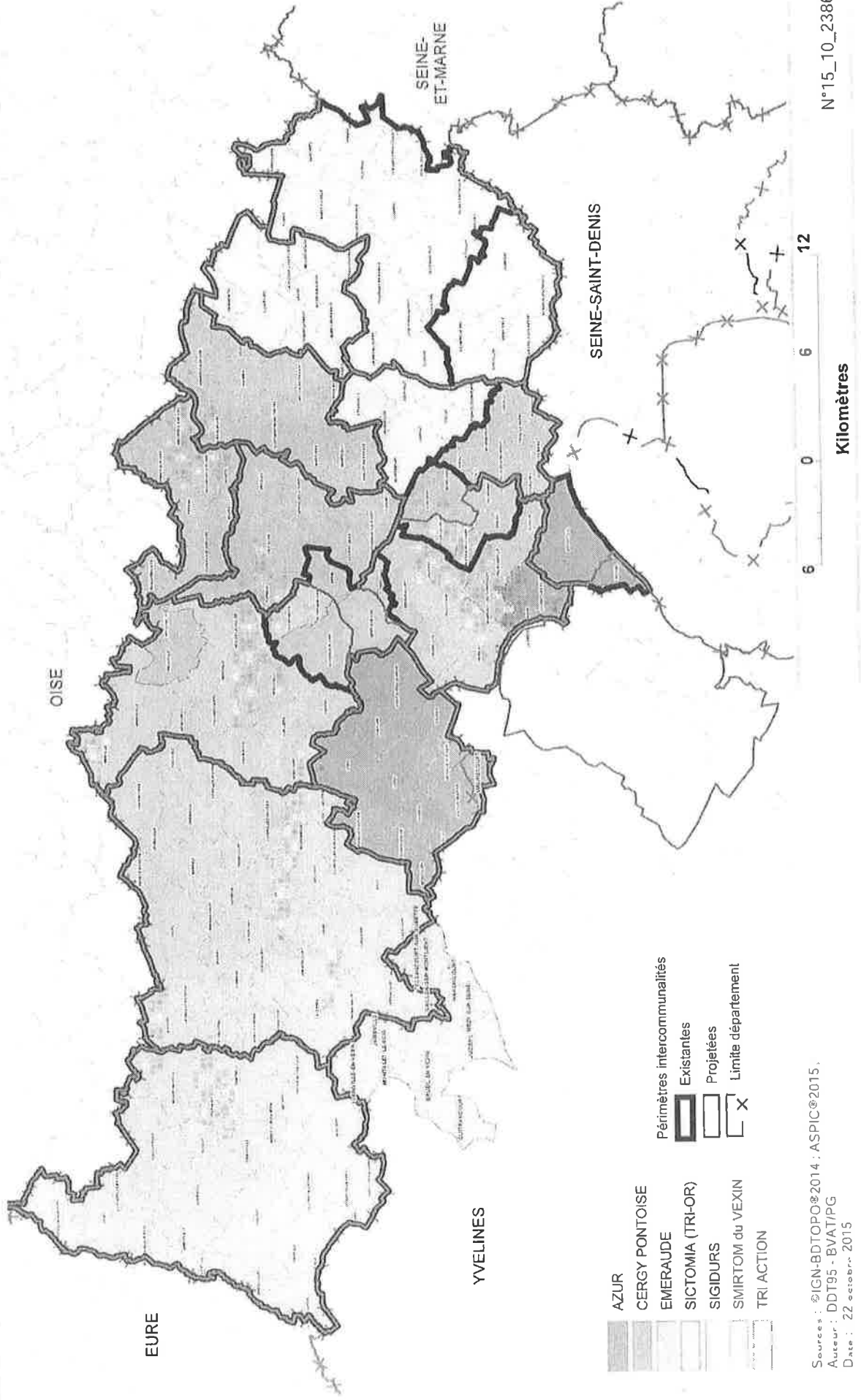


- EPCI au 01/01/2016
- Limite départementale
- Limite communale
- CA DE LA VALLEE DE MONTMORENCY
- CA VALE ET FORET
- S.I.D ASSAINISSEMENT AUTONOME
- S.I.D ASSAINISSEMENT DE PERSAN, BEAUMONT-SUR-OISE ET ENVIRONS (SIAPBE)
- S.I.POUR L'ASSAINISSEMENT D'ARTHIES-MAUDETOUT-EN-VEXIN
- S.I.POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PARMAINH, L'ISLE ADAM
- S.I.POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA REGION DE PONTOISE (SIARP)
- S.I.POUR L'ASSAINISSEMENT DE LA VALLEE DE L'OISE SUD (SIAVOS)
- S.I.POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LE BASSIN DU SAUSSERON
- S.I.POUR LA COLLECTE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USEES DANS LES BASSINS DE LA THEV

: Communes du Département du Val d'Oise



Syndicats de traitement des ordures ménagères



Sources : ©IGN-BDTopo®2014 ; ASPIC®2015.
 Auteur : DDT95 - BVAT/PG
 Date : 22 octobre 2015

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du jeudi 28 janvier 2016

Rapport n° 16-01-20

**PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL DE COOPERATION INTERCOMMUNALE DU
VAL D'OISE : AVIS DE LA COMMUNE**

Conformément aux dispositions de l'article L. 5210-1-1 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est appelé à émettre un avis sur le projet de schéma départemental de coopération intercommunale du Val d'Oise.

Il vous est proposé d'émettre un avis favorable sur ledit projet.

Je vous propose d'adopter la délibération jointe

Le Maire,
Conseiller départemental du Val d'Oise

